



DEPARTEMENT DE L'YONNE
COMMUNE DE :

DOMECY sur CURE

DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT
DE L'YONNE

SERVICE
URBANISME
HABITAT
RENOUVELLEMENT
URBAIN

Atelier ESPACES
R.CALLEDE Urbaniste

CARTE COMMUNALE



Approuvé par
délibération du Conseil Municipal
en date du :

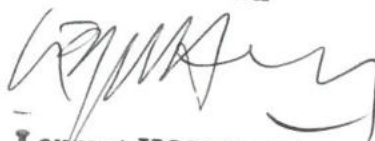
26 octobre 2006



Approuvé par
arrêté Préfectoral
en date du :

17 JAN. 2007

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Laurent HOTTIAUX

RAPPORT DE PRESENTATION

1

INTRODUCTION :	L'ELABORATION D'UNE CARTE COMMUNALE à DOMECEY-sur-CURE	
PREMIÈRE PARTIE :	ANALYSE DE LA SITUATION COMMUNALE de ses ATOUTS et de ses CONTRAINTES	
I	SITUATION DE DOMECEY-sur-CURE	6
1	SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE	6
2	POSITION DANS LE RÉSEAU DE COMMUNICATION	6
3	CONSÉQUENCE DE LA SITUATION DE LA COMMUNE	6
II -	LES OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET LES INTÉRÊTS SUPRA-COMMUNAUX	7
1	LES OBLIGATIONS LÉGALES QUI S'IMPOSENT DIRECTEMENT AU DOCUMENT D'URBANISME	7
1.1	Les dispositions législatives de portée générale	7
1.2	Les dispositions propres aux cartes communales	8
1.3	Les servitudes d'utilité publique	9
1.4	Les Projets d'Intérêt Général (P I G)	12
1.5	Les documents d'aménagement, d'urbanisme, de planification ou de protection et mise en valeur supra communaux	12
2.	LES INFORMATIONS UTILES A PRENDRE EN COMPTE	12
2.1	Environnement	12
2.2	Gestion des réseaux	13
2.3	Risques d'inondation	14
3.	EFFETS et CONSÉQUENCES des "CONTRAINTES" SUPRA-COMMUNALES	15
III -	LE TERRITOIRE COMMUNAL : SES ATOUTS ET SES CONTRAINTES ETAT INITIAL de l'ENVIRONNEMENT	16
1	LE CONTEXTE DU SITE DE VÉZELAY	16
1.1	Un contexte historique riche	16
1.2	Des mesures de protection qui dépassent le cadre communal	16
2	LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE DU MILIEU NATUREL	17
2.1	Le relief et l'hydrographie	18
2.2	L'utilisation actuelle du sol	20
2.3	Milieu naturel et grandes unités de paysage	20
2.3.1	Milieu naturel	20
2.3.2	Les grandes unités de paysage	23
3.	LE MILIEU BÂTI ET SES RELATIONS AVEC L'ENVIRONNEMENT	26
3.1	Les unités urbaines, structure et développement	26
3.1.1	Le village de Domecy	28
3.1.2	Le hameau de Cure	29
3.1.3	Le hameau d'Usy	30
3.1.4	Les hameaux de Villars, de Culètre et des Boulois	31
3.2	Patrimoine bâti et naturel environnant	33
3.2.1	Patrimoine bâti et constructions récentes	33
3.2.2	Patrimoine naturel	33
4.	LES PERSPECTIVES ET LES POINTS DE VUE	34
4.1	Co-visibilité avec VÉZELAY	34
4.1.1	Les vues depuis Vézelay	34
4.1.2	Les vues sur Vézelay	34
4.2	Les vues sur le patrimoine urbain et naturel de la commune	37

IV - LES DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES	39
1. LA DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE	39
1.1 La commune dans son environnement démographique local	39
1.2 Les tendances démographiques de Domecy-sur-Cure	40
1.3 Caractéristiques de la population communale	41
1.3.1 Les ménages	41
1.3.2 Structure par âge	41
2 LE LOGEMENT	42
2.1 Structure du parc de logements	42
2.2 Nature du parc de logements	42
3 LES EQUIPEMENTS ET SERVICES A LA POPULATION	43
3.1 Les équipements d'infrastructure	43
3.1.1 La trame viaire	43
3.1.2 La desserte en eau et assainissement	43
3.2 Les équipements de superstructure et les services à la population	45
4 LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	46
4.1 Les activités liées aux richesses naturelles	46
4.1.1 Les sites d'exploitation hydro-électrique	46
4.1.2 Les activités agricoles	46
4.2 Les activités de production, de commerces et de services	50
4.2.1 Les activités industrielles et artisanales	50
4.2.2 Les commerces et services	50
4.3 L'emploi et les relations domicile/travail	50
5 PRÉVISIONS de DEVELOPPEMENT	51
5.1 Prévisions démographiques	51
5.2 Prévisions économiques	52

DEUXIEME PARTIE : EXPOSE DES CHOIX RETENUS ET PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

I - LES CHOIX D'URBANISME RETENUS	54
1 LES ORIENTATIONS DE DEVELOPPEMENT	
1.1 Développement démographique et espaces à urbaniser	54
1.2 Développement économique et espace à affecter aux entreprises	54
2 LA TRADUCTION SPATIALE DES CHOIX DE DEVELOPPEMENT	54
2.1 Les secteurs "non constructibles" - SNC	55
2.2 Les secteurs dits "constructibles" - SC	55
II - RESPECT des PRINCIPES du CODE de l'URBANISME et PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	60
1 Les CHOIX RETENUS en FONCTION des OBJECTIFS et PRINCIPES des articles L.110 et L. 121-1	60
2. La COMPATIBILITE avec les DOCUMENTS d'AMENAGEMENT SUPRA COMMUNAUX	61
3. EVALUATION des INCIDENCES sur l'ENVIRONNEMENT et PRISE en COMPTE de sa PRESEVATION et MISE en VALEUR	62
3.1 Le développement des activités humaines	62
3.2 Les risques naturels et technologiques	63
3.3 Les ressources en eau	63
3.4 Les sites d'intérêt écologique	63
3.5 Le patrimoine naturel et urbain, sites et monuments historiques	65
ANNEXE : Repérage des éléments identifiés du paysage	66

INTRODUCTION

L'ELABORATION d'une CARTE COMMUNALE à DOMECY-sur-CURE

De par sa situation géographique (site du Vézélien), la commune de DOMECY-sur-CURE se trouve confrontée à la difficile question de l'utilisation de l'espace communal au regard de la sensibilité du site et des mesures de protection qui s'appliquent à celui-ci.

En effet, le territoire se trouve inclus pour une partie en site inscrit (principalement les espaces urbanisés et l'extrême Sud, éloigné de Vézelay) et pour la plus grande partie en site classé. Ceci a pour conséquence de limiter considérablement les possibilités d'utilisation de l'espace ou d'apporter des suggestions qui peuvent apparaître parfois contraignantes.

Par ailleurs, la sensibilité du milieu naturel (relief, espaces boisés, paysage de bocage, zones de grand intérêt écologique, ...) implique des mesures de préservation et de valorisation d'un espace de grande qualité qui, rappelons-le, est compris dans l'aire géographique du Morvan et donc dans l'emprise du Parc Naturel Régional qui s'étend sur les quatre départements de Bourgogne.

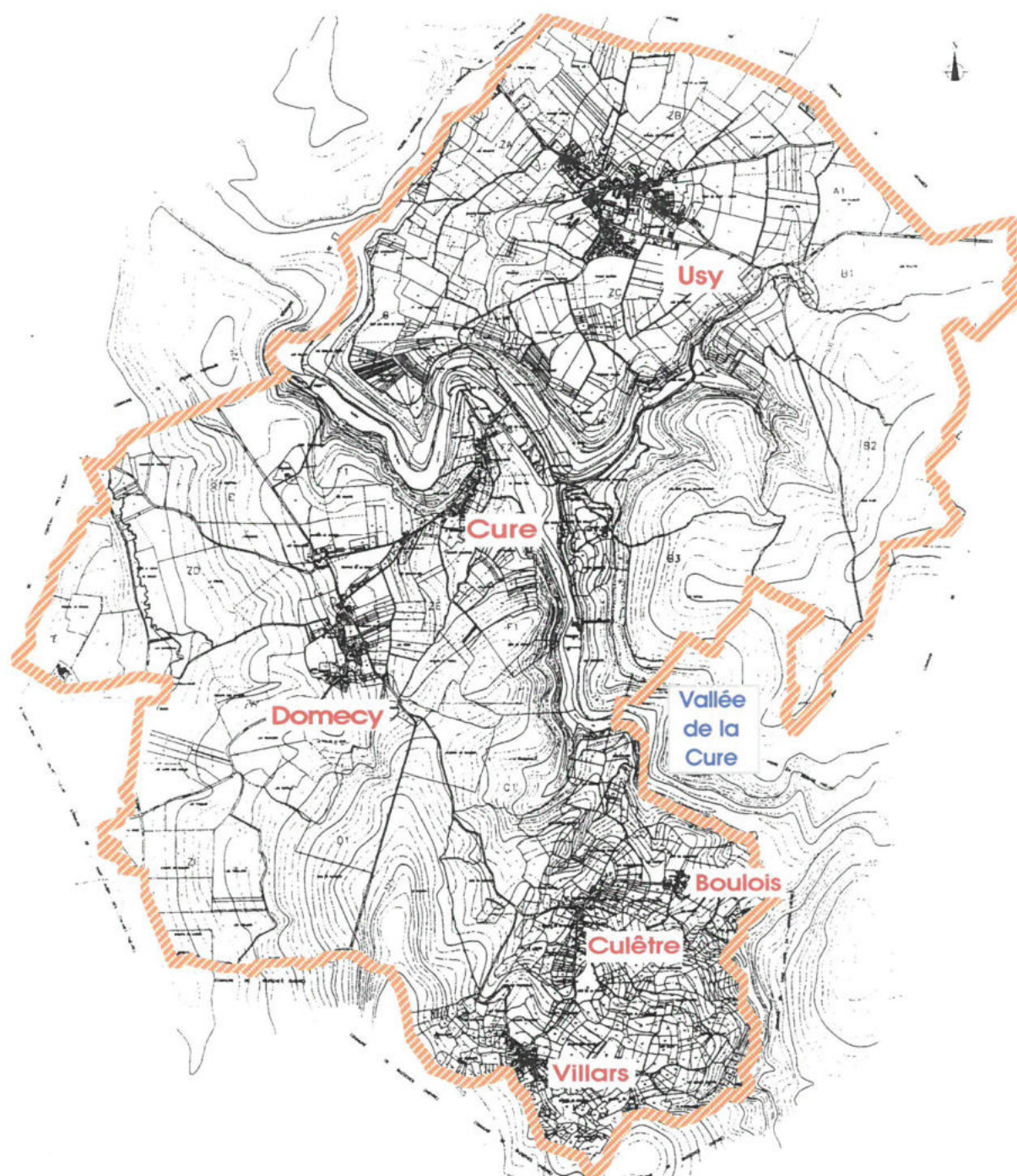
Si cette richesse naturelle, et également historique, peut constituer un atout au niveau d'une micro région ou d'un pays, par la valorisation touristique notamment, elle est aussi parfois mal ressentie, particulièrement par des petites communes aux moyens limités.

Dans le cas de DOMECY sur CURE, les caractéristiques géographiques ont un temps favorisé le développement à une époque où on était moins sensible à la préservation du milieu naturel et du patrimoine. La construction d'une usine hydro-électrique a permis de fixer une population résidente et offert à la commune les moyens d'attirer une population nouvelle (réalisation d'un lotissement).

Aujourd'hui, l'automatisation de cette usine a réduit le nombre d'employés et donc entraîné une perte de population qui, faute d'un renouvellement engendre une baisse démographique importante. Les contraintes du site sont vraisemblablement un facteur limitant à la construction neuve, ce qui induit un solde migratoire négatif et donc cette absence de renouvellement de la population, qui a donc tendance à vieillir.

C'est pourquoi le Conseil Municipal de DOMECY sur CURE a souhaité l'élaboration d'un document d'urbanisme pour définir de nouvelles zones urbanisables permettant de relancer la construction et qui soient compatibles avec les contraintes d'environnement qui s'appliquent sur le territoire.

Par une délibération en date du 28 septembre 2001, le Conseil a décidé d'élaborer une Carte Communale considérant que ce document d'urbanisme à part entière (depuis la réforme de la loi SRU du 13 décembre 2000) pouvait apporter une réponse adaptée à ses objectifs de développement.



0 500 1000 m.

PREMIÈRE PARTIE

ANALYSE de la SITUATION COMMUNALE de ses ATOUTS et de ses CONTRAINTES

1 • SITUATION de DOMECY-sur-CURE

1 • SITUATION GÉOGRAPHIQUE et ADMINISTRATIVE

La Commune de DOMECY-sur-CURE est située à l'extrême sud du département de l'Yonne, en limite de la Nièvre et du Morvan, dans la région naturelle du Morvan à environ :

- ☐ Environ 65 km d'Auxerre.
- ☐ Entre 10 et 20 km d'Avallon.

Elle est comprise administrativement dans l'arrondissement d'Avallon et dans le canton de Vézelay qui regroupe 18 communes.

Cette situation géographique l'inclut également dans le périmètre de protection du site de Vézelay - cf. chapitre III-2 ci-après - et dans l'aire du Parc Régional du Morvan, créé en 1970, auquel elle a adhéré comme les 73 autres communes qui le composent.

2 • POSITION dans le RÉSEAU de COMMUNICATION

Si la commune se trouve située hors des grands axes de communication, elle est cependant desservie par le réseau départemental d'intérêt local assez dense, dans ce secteur géographique au relief difficile

On relèvera particulièrement :

- ☐ La route départementale n° 958, qui relie le chef-lieu de canton - Vézelay - et l'axe Clamecy-Avallon au département de la Nièvre : Corbigny, Châtillon-en-Bazois et Château-Chinon,
- ☐ La route départementale n° 127, qui relie Avallon au CD 958, ce qui situe la commune à moins de 25 kilomètres de l'autoroute A6.
- ☐ La route départementale 36 (pénétrante du Morvan) qui relie Saint-Père-sous-Vézelay à Quarré-les-Tombes

En outre, la densité du réseau départemental - cf. chapitre IV-3.1 - permet d'accéder facilement à partir de plusieurs points du territoire, aux pôles locaux : chef-lieu de canton et chef-lieu d'arrondissement.

3 • CONSÉQUENCES de la SITUATION de la COMMUNE

La commune de DOMECY-sur-CURE fait partie de ces petites communes rurales qui, sans être réellement enclavées, restent à l'écart des grands courants de communication, mais aussi relativement proches de pôles de développement importants.

Cette situation, ainsi que la position dans un site de grande sensibilité - naturelle, paysagère et historique -, place cette commune dans un contexte particulier. Elle ne peut prétendre à un fort développement économique ou démographique, sans pour autant être particulièrement handicapée (son degré d'enclavement reste relativement faible) et bénéficie par ailleurs d'un pouvoir d'attraction élevé du fait de la qualité de son environnement. Pouvoir d'attraction qui ne se limite pas à l'aspect touristique (ou résidences secondaires), mais pourrait concerner également une population à la recherche d'un mode de vie péri-urbain dans un site de grande qualité.

II • Les OBLIGATIONS de la COMMUNE et les INTÉRÊTS SUPRA-COMMUNAUX

Comme toute commune élaborant un document d'urbanisme, DOMEY-sur-CURE doit respecter ou prendre en compte des intérêts supra-communaux et des dispositions législatives ou réglementaires spécifiques qui s'appliquent indépendamment du document d'urbanisme communal.

Ces éléments qui peuvent avoir des incidences sur l'orientation de la politique d'urbanisme de la commune et donc sur les dispositions de la Carte Communale qui en est la traduction, sont synthétisés par le représentant de l'Etat dans le Département dans le cadre du "Porter à connaissance".

Dans cette synthèse, le Préfet indique à la commune ses obligations et les données qui doivent être prises en compte selon les indications des différents services de l'Etat : Direction de l'Equipeement, de l'Agriculture et de la Forêt, de l'Action Sanitaire, des Affaires Culturelles, de l'Environnement, ...

De même, d'autres services ou Personnes Publiques (Conseil Régional, Conseil Général, chambres consulaires, Parc Naturel Régional, ...) peuvent faire valoir certains objectifs ou contraintes qu'il convient d'intégrer dans les orientations de la Carte Communale.

Ces données peuvent être classées en deux grandes catégories :

- ☐ Les obligations légales que doit respecter la commune,
- ☐ Les informations utiles qui doivent être prises en compte en tant que de besoin et qui peuvent éventuellement s'appuyer sur d'autres dispositions législatives ou réglementaires, voire sur des Directives Européennes.

1 • Les OBLIGATIONS LÉGALES qui s'IMPOSENT DIRECTEMENT aux DOCUMENTS D'URBANISME

Il s'agit principalement des dispositions législatives et réglementaires qui régissent les documents d'urbanisme - contenu - des servitudes d'utilité publique qui s'imposent à tout territoire communal - y compris en l'absence de document d'urbanisme local - et des projets d'intérêts généraux qui peuvent concerner certaines parties du territoire.

1.1 Les dispositions législatives de portée générale

Ces dispositions sont contenues dans le titre II du Code de l'Urbanisme - PRÉVISIONS ET REGLES D'URBANISME, éventuellement complétées par d'autres articles dudit Code.

Il serait fastidieux d'en dresser l'inventaire dans le cadre du présent rapport, mais il convient de rappeler au minimum les principes essentiels qui régissent les documents d'Urbanisme.

Deux articles fondamentaux du Code de l'Urbanisme posent ces principes. Il s'agit des articles L.110 et L.121-1 :

Article L.110

(L n° 83-8, 7 janv. 1983; L n° 87-565, 22 juill. 1987; L n° 91-662, 13 juill. 1991)

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales (Mots ajoutés, L. n° 96-1236, 30 déc. 1996, art. 17-I, 1°) (1) et de rationaliser la demande de déplacements >, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.

Article L. 121-1

(L. n° 83-8, 7 janv. 1983; remplacé, L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 1er-A-II)

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable;

2° La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux;

3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, péri-urbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Les dispositions des 1° à 3° sont applicables aux directives territoriales d'aménagement visées à l'article L. 111-1-1.

Il en résulte que les communes doivent par leur Carte Communale rechercher un équilibre entre différents facteurs, souvent très divers et présentant des intérêts parfois divergents, et organiser en conséquence leur territoire pour rendre compatible la nécessaire protection du patrimoine et de l'environnement et le développement des activités humaines.

1.2 Les dispositions propres aux Cartes Communales

Comme il est indiqué dans l'avant propos, la Carte Communale est devenue un document d'urbanisme à part entière depuis la réforme de l'urbanisme du 13 décembre 2000 (loi SRU), soumise à enquête publique et opposable aux tiers mais ne peut être assimilée à un Plan Local d'Urbanisme.

En effet, si elle doit répondre aux mêmes objectifs généraux (cf. 1.1 ci-dessus), elle n'a pour objet que de définir les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où celles-ci sont interdites, à l'exception de cas particuliers limitativement énoncés par l'article L.124-2 du Code de l'Urbanisme. Leur contenu est encadré par les articles L.124-1, L.124-2 et R.124-1 à 3 du Code de l'Urbanisme reproduits ci-après.

Article L.124-1

(L. n° 74-1117, 27 déc. 1974; L. n° 76-1285, 31 déc. 1976; L. n° 77-1420, 27 déc. 1977; remplacé, L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 6) (1)

Les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent élaborer, le cas échéant dans le cadre de groupements intercommunaux, une carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L. 111-1.

Article L124-2

(Loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 Journal Officiel du 1er janvier 1977)

(Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 art. 75 I 8 9 janvier 1983))

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 6 Journal Officiel du 14 décembre 2000 en vigueur le 1er avril 2001)

(Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 art. 34 III, 66 Journal Officiel du 3 juillet 2003)

(Loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 art. 7 4° Journal Officiel du 22 avril 2004)

Les cartes communales respectent les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1.

Elles délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les cartes communales sont approuvées, après enquête publique, par le conseil municipal et le préfet. Elles sont approuvées par délibération du conseil municipal puis transmises pour approbation au préfet, qui dispose d'un délai de deux mois pour les approuver. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé les avoir approuvées. Les cartes communales approuvées sont tenues à la disposition du public.

Elles doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer, de la charte du parc naturel régional, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat. Elles doivent également, s'il y a lieu, être compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code. Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'une carte communale, cette dernière doit, si nécessaire, être rendue compatible dans un délai de trois ans.

Article R.124-1

(D. n° 75-433, 2 juin 1975; abrogé, D. n° 98-913, 12 oct. 1998, art. 41; rétabli, D. n° 2001-260, 27 mars 2001, art. 1er)

La carte communale après un rapport de présentation comprend un ou plusieurs documents graphiques.

Le ou les documents graphiques sont opposables aux tiers.

Article R.124-2

(D. n° 76-25, 6 janv. 1976; D. n° 77-736, 7 juill. 1977; abrogé, D. n° 98-913, 12 oct. 1998, art. 41; rétabli, D. n° 2001-260, 27 mars 2001, art. 1er)

Le rapport de présentation:

1° Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique;

2° Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 110 et L. 121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées; en cas de révision, il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations;

3° Évalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Article R124-3

(Décret n° 76-25 du 6 janvier 1976 Journal Officiel du 13 janvier 1976)

(Décret n° 98-913 du 12 octobre 1998 art. 41 Journal Officiel du 13 octobre 1998)

(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 1 Journal Officiel du 28 mars 2001)

(Décret n° 2004-531 du 9 juin 2004 art. 3 I Journal Officiel du 13 juin 2004)

Le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Ils peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Ils délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

Dans les territoires couverts par la carte communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre Ier du titre Ier du livre Ier et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables.

De ce fait, elles constituent des documents d'urbanisme bien plus simples que les Plans Locaux d'urbanisme (ou les anciens Plans d'Occupation des Sols), sans marge d'appréciation et de prescription réglementaire puisqu'il ne s'agit que de définir les secteurs "constructibles" qui peuvent s'étendre au delà des "parties actuellement urbanisées" (selon la définition de l'article L.111.1.2) par rapport aux secteurs "non constructibles" qui concernent le reste du territoire.

Elles peuvent également définir des secteurs "non constructibles" compris à l'intérieur des parties urbanisées et préciser parmi les secteurs constructibles ceux qui ont une vocation d'activité.

Ainsi la commune prévoit son aire de développement "urbain" sans pouvoir toutefois en moduler le contenu dans son document d'urbanisme.

1.3 Les servitudes d'utilité publique

Ces servitudes régies par des dispositions législatives et réglementaires spécifiques à chacune d'entre elles peuvent avoir des effets très variables sur les dispositions d'un document d'urbanisme et sur son application dans le cadre de la gestion du Droit des Sols.

Ainsi, une servitude d'alignement le long des voies peut constituer une contrainte lourde pour le bâti existant, alors qu'une servitude liée aux transmissions radio-électriques (protection contre les obstacles) n'a généralement que très peu d'incidences en rase campagne ou dans un village traditionnel.

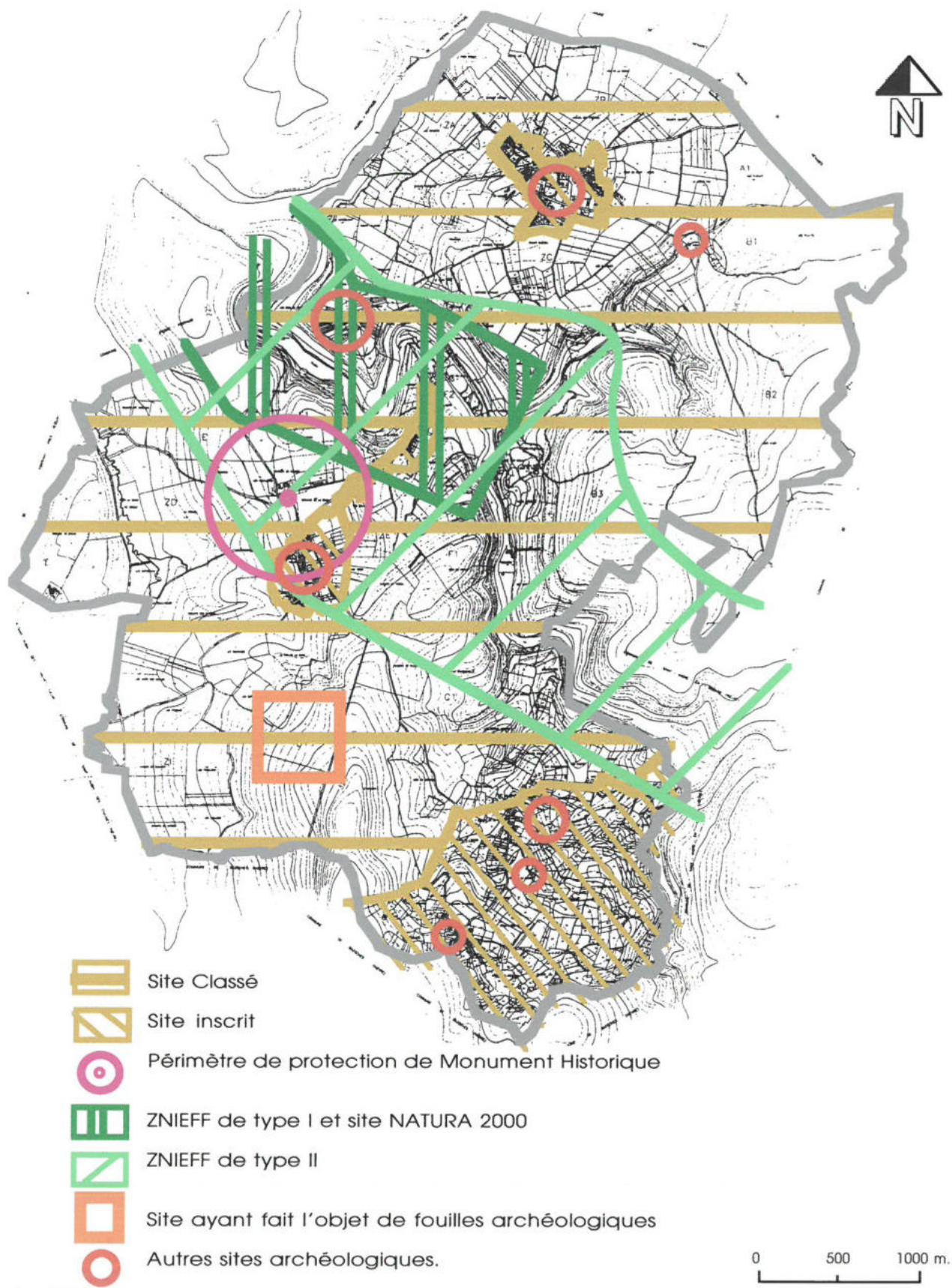
Il convient également de préciser que les Servitudes d'Utilité Publique s'appliquent même en l'absence de document d'urbanisme. Celui-ci doit les prendre en compte, dans un objectif de cohérence de l'organisation de l'espace, mais ne peut les supprimer.

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol de la commune sont les suivantes :

- ❑ Le **château de Domecy**, qui est inscrit à l'**Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques** - 3 mars 1986 - pour :
 - façades et toitures du château,
 - façades et toitures des communs
 - pigeonnier de plan carré inclus dans les communs,
 - colombier de plan circulaire
 - ❑ Les **sites classés et inscrits** du Vézélien (cf. planche hors texte : chapitre III ci-après)
 - site classé, pour la plus grande partie du territoire et hors parties urbanisées - décret du 9 avril 1998
 - site inscrit, pour l'extrémité sud-est du territoire et les parties urbanisées - Arrêté ministériel du 22 août 1989
 - ❑ Les **captages et eau potable**, dont les périmètres qui concernent le territoire de la commune, ont été déclarés d'utilité publique :
 - source de la Culètre à Domecy - DUP du 22 novembre 1984,
 - source de la Fontaine du Seu à Domecy - DUP du 22 novembre 1984,
 - source des Echenots à Villars et à Domecy - DUP du 30 octobre 1986,
 - source de la Fontaine d'Anvar - Bois d'Usy à Domecy - DUP du 31 octobre 1986,
 - captage du Bois de St-Hilaire à Bazoches - DUP du 3 avril 1992 et du 19 octobre 1992
 - captage de St-André en Morvan qui, bien qu'implanté sur cette commune, génère un périmètre qui concerne également Domecy sur Cure.
- On signalera que le captage de la Source de la Cure (situé à proximité de ce hameau) n'a pas fait l'objet de déclaration d'utilité publique et son périmètre de protection n'est donc pas opposable.
- Les déclarations d'utilité publique, sur la base d'une étude hydro-géologique, définissent trois périmètres autour de ces points de captage (immédiat, rapproché et éloigné) où les utilisations du sol sont limitées d'autant plus sévèrement que l'on se situe à proximité du lieu de captage.
- ❑ Le **plan d'alignement**, approuvé au siècle dernier - 5 mai 1877 - qui porte sur les voies principales du village de Domecy et des hameaux d'Usy, Cure, Villars, Culètre et les Boulois.
 - ❑ Les **lignes E.D.F. de moyenne et de haute tension**, qui traversent en totalité ou en partie le territoire de la commune et particulièrement celles alimentées par les installations hydro-électriques présentes dans la vallée de la Cure (2 sites d'exploitation).
 - ❑ Les **forêts soumises au régime forestier** situées sur la commune de Domecy-sur-Cure ou à proximité :
 - la forêt communale de Domecy-sur-Cure,
 - la forêt communale de Pierre Perthuis,
 - la forêt communale de Saint-Aubin des Charmes.

Pour plus de renseignements sur ces servitudes, on se reportera aux documents annexes joints dans le Dossier, à titre d'information

PROTECTION du PATRIMOINE et des SITES Carte de synthèse*



* Pour plus d'informations, on se reportera aux documents annexés au présents rapport, ou intégrés, pour information, au dossier.

1.4 Les Projets d'Intérêt Général (P I G)

Actuellement, aucun Projet d'Intérêt Général n'affecte le territoire de la commune.

1.5 Les documents d'aménagement, d'urbanisme, de planification ou de protection et mise en valeur supra communaux

S'il n'existe pas de Schéma Directeur local, la commune est concernée par deux documents qu'elle doit prendre en compte dans ses orientations :

- ☐ La charte du Parc Naturel Régional du Morvan à laquelle elle a adhéré et qui a été approuvée par le Conseil Régional de Bourgogne le 20 décembre 1996 et sur la base de laquelle le décret n° 97-430 du 28 avril 1997 a classé le territoire, composé de 74 communes, en Parc Naturel Régional pour une durée de 10 ans.

Cette charte doit être prise en compte par la Carte Communale qui doit être compatible avec ses orientations.

- ☐ La Charte Intercommunale de l'Avallonnais approuvée par arrêté Préfectoral du 13 mai 1991.

Toutefois, ce document de planification intercommunale étant de conception relativement ancienne (par rapport aux évolutions législatives récentes sur la coopération intercommunale - Loi du 22 juillet 1999, notamment), il ne devrait avoir que des effets limités sur le devenir de la Commune.

2• Les INFORMATIONS UTILES à PRENDRE en COMPTE

Un certain nombre de facteurs pouvant avoir une incidence sur les orientations d'aménagement de la commune sont signalés par différents services ou Personnes Publiques, selon leur domaine de compétence.

Les informations utiles synthétisées dans le "Porter à Connaissance" du Préfet sont les suivantes :

2.1 Environnement

La richesse du milieu naturel et bâti implique que plusieurs facteurs environnementaux soient pris en compte :

- ☐ **ZNIEFF - Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique - et Réseau NATURA 2000**

La commune est concernée par deux ZNIEFF qui repèrent les sites de grande valeur écologique :

- L'une de type II (ZNIEFF n° 3003) dite de la "Vallée de la Cure", couvrant 10 000 ha sur une vingtaine de communes.

Pour DOMECY sur CURE, elle englobe l'ensemble de la vallée, ainsi que les coteaux, intégrant le hameau de la Cure et s'étendant même jusqu'au village de Domecy.

- La seconde, comprise dans la première, de type I car plus riche et plus sensible, s'étend entre Pierre Perthuis et la Commune, donc de la partie aval de la vallée et intégrant également une partie du hameau de la Cure (vallée).

Ce dernier site est par ailleurs susceptible d'être reconnu au titre du "réseau NATURA 2000" en application des dispositions de la Directive Européenne 92/43 dite "Directive Habitat-Faune-Flore".

Ces milieux, particulièrement sensibles, sont à prendre en considération dans la définition des secteurs constructibles qui doivent être compatibles avec la richesse du milieu naturel. Dans le cas présent, le hameau de la Cure est plus spécialement concerné, puisque situé dans les secteurs les plus fragiles. A ce titre, son développement doit être limité ou au moins compatible avec l'esprit qui préside à la préservation des zones naturelles.

❑ Zones archéologiques

Outre l'important gisement archéologique qui a fait l'objet de fouilles (cf. chap. III 1.1), il est relevé 13 sites archéologiques sur le territoire de la commune.

Ces sites référencés ci-après sont soumis aux dispositions législatives et réglementaires concernant les découvertes fortuites et l'archéologie préventive :

- loi du 27 septembre 1941, pour les découvertes fortuites,
- loi du 17 janvier 2001 et décret du 16 janvier 2002, pour l'archéologie préventive.

❑ Paysage et patrimoine

L'environnement naturel et bâti, particulièrement remarquable dans toute la micro région, justifie que soit pris en considération la richesse du patrimoine dans les orientations de la Carte Communale.

A DOMECEY sur CURE, les services de l'Etat soulignent particulièrement :

- la grande perspective entre le château de Bazoches et la colline de Vézelay,
- le château de Domecy et ses abords,
- le hameau de Cure et les méandres de la Cure, ainsi que les points de vue qui y sont liés,
- la qualité des entrées de village, de ses hameaux, des espaces publics,
- les massifs forestiers et les milieux naturels.

Ces éléments, ainsi que l'ensemble du milieu naturel et bâti et les co-visibilité avec la colline de VÉZELAY sont particulièrement étudiés dans le chapitre suivant (cf. chap. III - Le Territoire communal, ses atouts et ses contraintes)

❑ Etablissements classés ou nuisants

Située dans un pays traditionnellement d'élevage, la commune de DOMECEY sur CURE comprend une dizaine d'établissements d'élevage ou d'hébergement d'animaux de taille et d'incidence variables.

Comme la plupart de ces installations sont situées à proximité des zones habitées, il conviendrait que les sites de développement des zones urbanisées existantes n'apportent pas de contraintes supplémentaires à la principale activité de cette commune rurale.

En outre, un dépôt souterrain de liquide inflammable (Etablissements GUILLEMEAU) est situé au cœur du village de DOMECEY.

Cette situation de fait ne peut qu'être constatée par la Carte Communale, puisque les occupations et utilisations du sol propres à cette activité sont régies par les dispositions relatives aux installations classées.

2.2 Gestion des réseaux

Le "Porter à Connaissance" attire l'attention de la collectivité sur la question des voiries et réseaux.

❑ Voirie

Irriguée par un réseau de voiries départementales assez dense (cf. chap. IV-3 ci-après), la commune voit certains de ses sites urbanisés traversés par ces voies :

- | | |
|----------|-----------------------|
| - Domecy | RD 127 |
| - Cure | RD 127 |
| - Usy | RD 127, RD 36, RD 142 |

Cette situation peut générer des questions de sécurité routière, notamment aux entrées d'agglomération. C'est pourquoi, outre la nécessaire concertation avec le gestionnaire des voies (Conseil Général), il apparaît opportun de limiter les zones constructibles linéaires aux abords de ces voies, afin de limiter les accès directs sur celles-ci.

❑ Réseaux

La desserte par les réseaux collectifs (eau et assainissement) soulève plusieurs questions:

- En matière de desserte en eau :
La source du hameau de Cure ne fait pas l'objet de protection au même titre que les autres points de captage (périmètre de protection défini par Déclaration d'Utilité Publique). Sauf à engager une procédure en ce sens - comme le suggère le "Porter à Connaissance" - , il conviendrait d'être prudent quant à la définition de zones d'extension de l'urbanisation aux abords de ce site (hameau de la Cure).

En outre, on relèvera qu'une étude est en cours sur la connexion des différents réseaux d'eau potable et que la faiblesse du réseau de distribution conduit à une desserte insuffisante pour assurer la sécurité incendie. (cf. rapport du chef du centre de secours d'Avallon disponible en Mairie).

Dans l'état actuel des données disponibles, aucun élément ne permet d'apporter de réponses susceptibles d'orienter la Carte Communale. Il convient donc d'être prudent quant au développement des zones urbanisables.

- En matière d'assainissement, seul le hameau d'Usy est desservi par un réseau collectif (cf. chap. IV-3). Les autres sites ont fait l'objet d'une étude de Schéma d'assainissement non encore finalisée et donc non opposable (cf. chap. IV-3).
Au vu des premiers éléments d'études connus à ce jour (rapport provisoire du cabinet BIOS - juin 2003), il apparaît que l'aptitude des sols à l'assainissement autonome est globalement faible, avec cependant des écarts notables entre les différents sites du village et des hameaux.

Cette situation très hétérogène liée au relief et à la structure du sol apporte une contrainte supplémentaire à la définition de zones favorables à l'urbanisation.

On relèvera cependant une situation plutôt plus favorable dans la partie haute du village de DOMECY et à l'extrémité Sud-Ouest du hameau de CURE.

Cet aspect pourrait être un facteur favorable pour la définition de zones constructibles sur ces sites.

2.3 Risques d'inondation

La commune est concernée par deux risques d'inondation :

- L'un, lié aux crues de la Cure, qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques (PPR).

Bien qu'aucune délimitation de la zone submersible ne soit actuellement opposable, la référence à la crue de 1910 permet, dans l'attente du PPR, d'estimer la zone à risque.

- L'autre, lié aux risques de rupture de barrages de Chaumençon, du Crescent et de Malassis, ainsi que du bassin d'accumulation de la centrale hydro-électrique de Bois de Cure.

Il s'agit de risques majeurs, puisque selon les données disponibles l'onde de submersion environ 35 mm après l'accident, pourrait atteindre 16 mètres au-dessus du niveau de la Cure.

L'élaboration d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI) devrait, selon le "Porter à Connaissance" engendrer une nouvelle estimation de l'onde de submersion qui pourrait réévaluer le risque.

Les éléments connus actuellement permettent de conclure que le fond de vallée, ainsi que la partie basse du hameau de la Cure et l'ensemble immobilier d'habitation lié à la centrale, doivent être exclus des zones constructibles ou pour le moins des zones à développer.

3• EFFETS et CONSÉQUENCES des "CONTRAINTES" SUPRA-COMMUNALES

L'inventaire des facteurs que la commune doit prendre en compte pour définir sa politique d'aménagement et d'urbanisme fait apparaître la difficulté de gestion d'un tel territoire.

L'extrême sensibilité du site qui, soit historique ou patrimonial (le site classé du Vézélien), soit naturel ou écologique (relief, espaces boisés, ZNIEFF), devrait conduire à limiter l'occupation du sol - au sens du Code de l'Urbanisme - pour préserver une entité géographique d'une valeur exceptionnelle.

De plus, la présence de massifs boisés importants auxquels s'ajoutent une structure bocagère dense, des périmètres de protection de captages nombreux et des risques majeurs (naturels ou technologiques) devraient encore réduire les possibilités d'utilisation de l'espace communal.

Enfin, la desserte en eau (particulièrement la défense incendie) et en assainissement (actuellement limité au hameau d' USY comme l'aptitude des sols à l'assainissement autonome militent également pour un regroupement des zones constructibles autour des principales unités bâties existantes (principalement USY et DOMECY).

Les conclusions déjà apportées au diagnostic préalable à l'élaboration d'un POS (rapport préparatoire - juillet 2000) restent valables aujourd'hui: il s'agit de favoriser un développement contrôlé d'un ou deux pôles et de limiter l'expansion des hameaux périphériques et des unités bâties linéaires.

D'autant plus que les objectifs et les moyens de la mise en œuvre d'une politique communale sont plus limités dans une Carte Communale que dans un document d'urbanisme plus élaboré (de type PLU).

Il serait contraire à l'esprit des textes instituant la Carte Communale d'envisager un fort développement de l'urbanisation. Comme le rappelle le "Porter à Connaissance": " la réduction des objectifs de développement (...) devra donc se traduire par la délimitation de secteurs constructibles restreints".

Toutefois, les notions de protection (notamment du patrimoine et des richesses naturelles, si importants à DOMECY sur Cure), telles qu'elles doivent être prises en compte en application du Code de l'Urbanisme, ne doivent pas empêcher tout développement démographique, social, économique, toujours en application des mêmes textes.

L'objectif de la Carte Communale devra donc être, sur la base de l'analyse qui suit, de trouver le meilleur équilibre entre protection et développement.

III • Le TERRITOIRE COMMUNAL, ses ATOUTS et ses CONTRAINTES

ETAT INITIAL de l'ENVIRONNEMENT

1 • Le CONTEXTE du SITE de VÉZELAY

1.1 Un contexte historique riche

Sans développer ici le contexte historique de cette micro région du sud de l'Yonne et plus particulièrement celui de l'abbaye de Vézelay, il convient de rappeler l'intérêt de ce secteur, tant pour la préhistoire que pour l'époque du moyen-âge.

De nombreuses découvertes attestent de la présence de l'homme dès la préhistoire. Si le site d'Arcy-sur-Cure est le plus connu, le site des "Fontaines Salées" à Saint-Père-sous-Vézelay n'en est pas moins important. Et la commune de DOMECEY-sur-CURE fut également l'objet de fouilles archéologiques où fut mis à jour un important centre de production de céramiques gallo-romaines.

Quant à la basilique de Vézelay, qui figure parmi les hauts lieux de la chrétienté, point de départ vers Saint-Jacques de Compostelle, elle est considérée aujourd'hui comme l'un des sommets de l'art roman bourguignon. Très endommagée à la révolution, elle fut restaurée à partir de 1834 par l'architecte Viollet le Duc.

1.2 Des mesures de protection qui dépassent le cadre communal

La colline et la basilique de Vézelay sont inscrites depuis 1984 sur la liste du Patrimoine Mondial au sens de la Convention de l'UNESCO adoptée en 1972. Ainsi, ce site exceptionnel ne doit pas seulement être considéré comme patrimoine national, mais entre parmi les richesses de l'Humanité au même titre que la Cathédrale de Chartres, le Mont Saint-Michel et d'autres lieux prestigieux, tels que Venise, le Parthénon d'Athènes, le Grand Canyon du Colorado, ...

Ces références à d'autres éléments du patrimoine connus de tous, rappellent l'importance du site de Vézelay et resitue les mesures de protection dont il fait l'objet. Car au titre de cette convention internationale, les pays qui possèdent un tel patrimoine "sont invités à en assurer la sauvegarde et la pérennité par des moyens réglementaires adaptés et efficaces". C'est pourquoi, la basilique et son site déjà reconnus et protégés (Monument historique et site inscrits) ont fait l'objet d'une mesure de classement en 1998 en application de la loi du 2 mai 1930.

Par le site de Vézelay, il faut entendre non pas seulement la colline et ses abords immédiats, mais un vaste espace qui couvre 12 communes, parce qu'en relation géographique - relief -, paysager et bien entendu visuelle avec celle-ci. Il s'agit donc d'un grand territoire qui s'étend du sud du département jusqu'à Blannay, soit une distance de près de 20 kilomètres de part et d'autre de la vallée de la Cure, sur une largeur d'environ 10 kilomètres au cœur duquel est située la "colline éternelle".

Bien que faisant partie des communes les plus éloignées du site de la basilique, DOMECEY-sur-CURE, de par sa topographie, sa géographie et ses paysages, appartient en grande partie à l'entité du Vézélien au sens de l'entité géographique et patrimoniale, et se trouve en de nombreux points en relation visuelle directe avec la colline (cf. chapitre 4 ci-après).

L'étendue de l'espace communal et sa position sur le relief de part et d'autre de la Cure, avant que la vallée, jusqu'alors encaissée, ne s'élargisse vers le nord ouvrant ainsi de grandes perspectives vers le site de Vézelay, confère à ce territoire un intérêt aussi important que ceux des communes situées à proximité immédiate de la basilique.



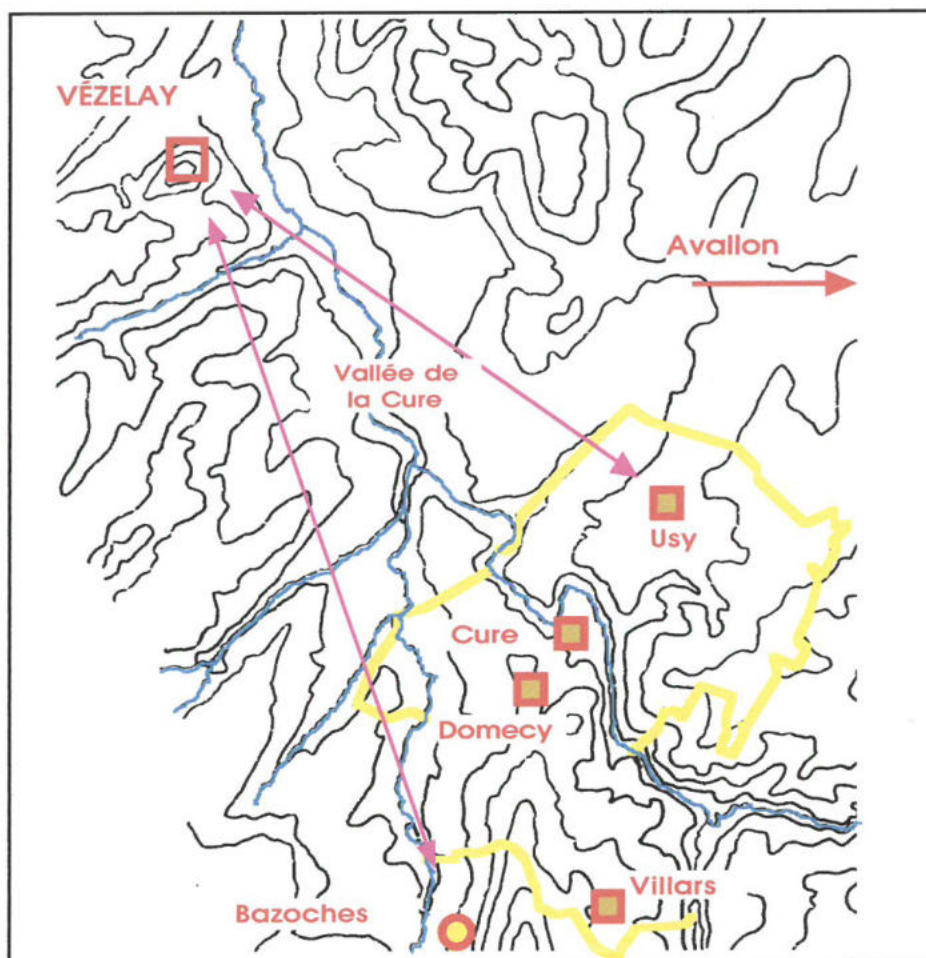
Paysage du Vézélien
Au premier plan
Saint-Père-sous-Vézelay
Au fond Domecy-sur-Cure
en limite de forêt .



Vézelay vue d'Usy

2• Le CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE du MILIEU NATUREL

Ainsi, la commune de DOMECY-sur-CURE s'inscrit dans un contexte géomorphologique particulier. Elle se situe à l'extrémité nord du massif granitique du Morvan en limite de la zone de contact entre ce vieux socle de l'époque Primaire et les plateaux calcaires de l'époque Jurassique (secondaire) qui constitue le site du Vézélien entaillé par la vallée de la Cure



Le relief et les buttes témoins de calcaire résistant (dont la colline de Vézelay) qui marque celui-ci, se prolongent par les monts arrondis de l'extrémité Nord du massif du Morvan. Ce site est fortement entaillé par la rivière Cure, dont les méandres entourés de pentes abruptes traversent le territoire communal ou plus doucement par ses affluents dont l'un d'entre eux (le Ru de Bazoches) définit la limite ouest de Domecy sur Cure.

Il en résulte un relief très marqué et des unités de paysage bien différenciées :

- ☐ pour certaines directement liées à la dépression de l'Avallonnais à l'aval de la Cure où la vallée s'élargit et aux gradins qui surplombent celle-ci,
- ☐ pour d'autres rattachées au relief arrondi du Morvan où la forêt domine.

Resitués dans ce contexte, le relief et l'hydrographie du territoire communal, ainsi que la variété des sites et des paysages, peuvent être assez facilement définis.

2.1 Le relief et l'hydrographie

Le territoire présente un relief très marqué, constitué de monts arrondis du vieux socle granitique très fortement entaillés du sud-est au nord-ouest par la rivière Cure et ses méandres, formant ainsi une alternance de pentes régulières, parfois relativement douces, et le plus souvent très abruptes (falaises calcaires).

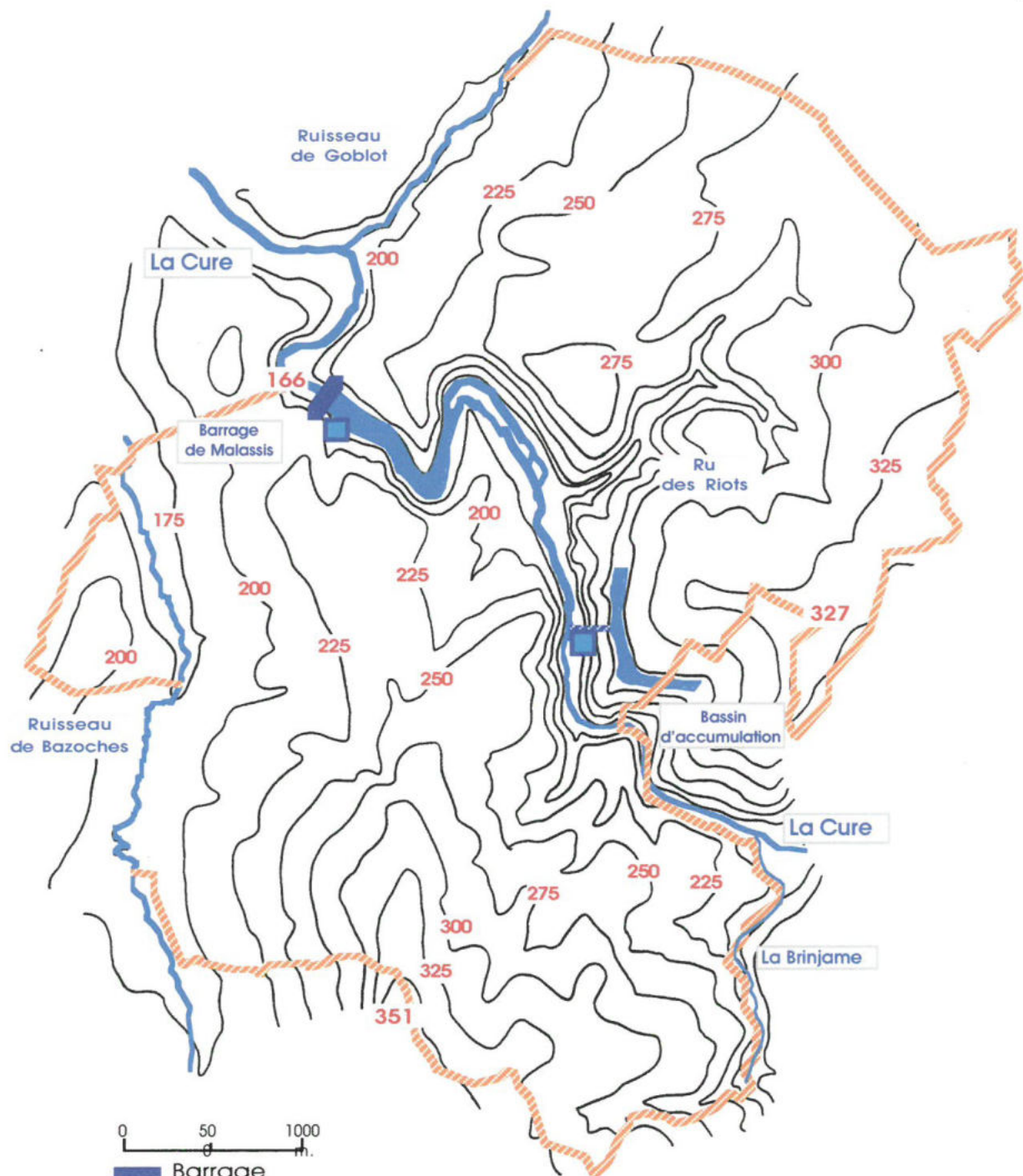
La rivière partage ainsi le territoire de la commune en deux grandes unités marquées également par ses affluents:

- Au sud et sud-ouest, le relief est également entaillé par la vallée du ruisseau de Bazoches. cette vallée aux pentes régulières s'étend du sud au nord, offrant une perspective sur Vézelay et définit pour partie la limite du territoire communal. la ligne de crête (altitude maximum 351 m) qui sépare les deux vallées, s'étend également vers le nord pour aboutir au-delà de la limite de commune sur la butte de Pierre-Perthuis. C'est sur cette ligne de crête que s'est implanté le village de DOMECY et son château.

La limite nord-est de ce site est marquée par un des principaux méandres de la cure, offrant sur ce versant de la rivière à l'intérieur du méandre, une pente plus douce et régulière qui permet d'accéder à la rivière (point de passage et lieu d'implantation du hameau de Cure).

- Le secteur nord-nord/est présente un relief moins élevé (altitude maximum 327 m) et moins ordonnancé, car fortement entaillé par un vallon adjacent à la Cure - ru "des Riots" -, ainsi que plus doucement par la vallée du ruisseau de "Goblot" (limite du territoire). Ce dernier affluent, également perpendiculaire au cours de la rivière Cure, s'inscrit dans un mouvement topographique plus étagé qui s'ouvre largement sur la vallée en amont et le site de Vézelay : d'où les principaux points de vue sur ce site, notamment à partir du hameau d'Usy situé à mi-pente.

Enfin, la rivière Cure qui prend sa source au cœur du Morvan avant de rejoindre l'Yonne à Cravant, outre son cours sinueux (jusqu'aux limites du territoire de la commune) est un cours d'eau à crues rapides présentant un risque fort du fait de son encaissement dans le massif. Il est toutefois régulé en amont par quatre barrages - Les Settons, Chaumonçon, le Crescent et Malasis - ce qui ne supprime pas tout aléa ou danger (cf. chapitre II-2 ci-avant).



0 50 1000
m.

Barrage

Conduite forcée

Usine hydro-électrique

0 500 1000 m.

2.2 L' utilisation actuelle du sol

Comme le montre le tableau ci-dessous l'utilisation actuelle du sol (selon les matrices cadastrales) fait apparaître l'importance des espaces boisés qui représentent près de la moitié de l'espace communal.

Répartition des sols par catégorie (selon les matrices cadastrales)

	Superficie en ha	%
1 Terres	357,07	17,84%
2 Près	584,60	29,21%
4 Vignes	6,92	0,35%
5 Bois	971,60	48,55%
. taillis sous futaies	678,52	
. taillis simples	284,25	
. peupleraies	1,84	
. futaies résineuses	6,97	
6 Landes	32,30	1,61%
8 Eaux	6,53	0,33%
9 Jardins	6,36	0,32%
10 Terrains à bâtir	3,65	0,18%
11 Terrains d'agrément	3,49	0,17%
15 Sols	28,79	1,44%
Total	2 001,31	100,00%

2.3 Milieu naturel et grandes unités de paysage

2.3.1 Milieu naturel

De par sa situation, extrémité nord du massif du Morvan, et comme beaucoup de communes du secteur, y compris celles situées en charnière du plateau calcaire, la commune de DOMECY-sur-CURE voit son relief largement souligné - voire amplifié - par la couverture végétale.

En effet, le Morvan est une terre de boisement, puisque les bois et forêts occupent plus de la moitié de l'espace. Outre, les grands massifs forestiers et les boisements épais ou résiduels qui les prolongent, les modes d'exploitation (élevage) ont constitué un paysage de bocage dont la structure et la perception varient suivant les incidences du relief.

DOMECY-sur-CURE s'inscrit donc dans ce contexte végétal où la forêt domine. On peut estimer à près de 50 % la surface occupée par les bois et forêts.

Ceux-ci sont constitués à la fois par des grands massifs qui bordent largement l'espace communal (dont une grande partie est soumise au régime forestier), par des boisements adjacents situés sur les points hauts ou des boisements plus résiduels qui bordent notamment les pentes abruptes de la vallée de la Cure.

Ces boisements sont essentiellement constitués de feuillus où la chênaie domine (60 à 70 % des sujets), avec également des hêtres, des charmes, des bouleaux et des acacias.

Si le chêne rouvre est dominant pour les grands massifs, la chênaie mixte charmaie se retrouve plus sur les pentes et fonds de vallons, alors que l'aulnaie frênaie apparaît en bordure de rivière.

A cette couverture végétale dense s'ajoute le paysage de bocage qui reste dominant autour des prairies, des cultures de plantes fourragères et des terres labourables. Bosquets, alignements d'arbres, haies hautes libres et haies basses taillées façonnent le paysage, jusqu'à parfois le fermer lorsque le relief n'offre pas de dégagement suffisant.

TYPES DE PAYSAGE



Paysage du Bocage
Vue de Domecy.



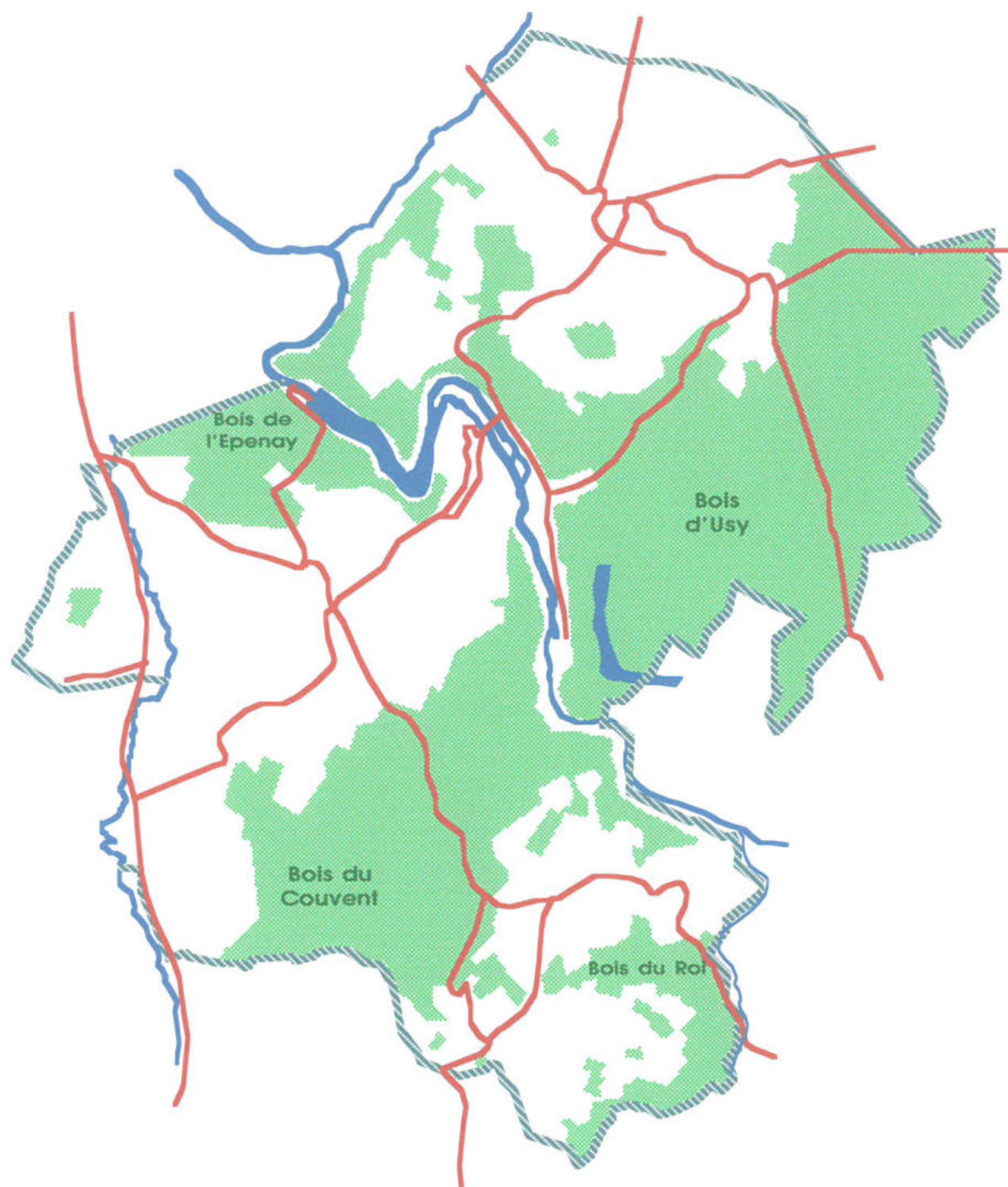
Méandre de la Cure
Vue à partir du coteau



Relief dominé par les massifs boisés.
Versants de la Cure



Vallée du ru de Bazoches
encadré par des masses boisées.
(au fond le château de Bazoches, visible depuis Vézelay)



0 500 1000 m.

2.3.2 Les grandes unités de paysage

A partir de ce contexte général, on peut définir trois grandes unités de paysage résultantes de l'exploitation du sol, de la couverture végétale et bien entendu du relief et de l'hydrographie :

- ☐ La vallée de la Cure, comme une entité spécifique du fait de sa structure de gorge avec des pentes très abruptes, voire des falaises,
- ☐ Les massifs boisés, généralement situés sur les points hauts et/ou en rupture de pente,
- ☐ Les pentes du relief, de structure bocagère intégrant les vallées adjacentes à la Cure, voire compris dans des espaces plus vastes, ou de vastes clairières comprises dans les massifs les plus importants.

Cette dernière catégorie regroupe des sites de nature et de perception différentes qui devront être détaillés : micro paysages.

☐ La vallée de la Cure

La vallée de la Cure, avec ses méandres et son profond encaissement, constitue en elle-même un paysage spécifique bien qu'elle soit également intimement liée aux grands massifs qui la traversent et aux boisements résiduels qui la bordent (cf. carte et chapitre ci-après).

S'il s'agit d'une vallée fermée (gorge à fond plat) où l'espace apparaît encadré par les pentes abruptes et les falaises ainsi que par le tracé des méandres qui limitent la vision, le site de la Cure offre également de nombreuses perspectives du fait de la déclivité.

Du fond, le hameau de Cure est ponctuellement visible, accroché à la pente, à partir de la RD 127 qui longe la rivière ou légèrement perceptible de la route qui amène à l'usine hydro-électrique. De même à partir des falaises, ce hameau et le tracé sinueux de la vallée apparaissent dans leur ensemble.

Cette entité particulière indissociable du relief et de la végétation qui la surplombe, outre sa grande valeur paysagère, constitue un milieu riche et fragile.

En effet, le cours d'eau et ses berges, les rives et les versants, accueillent de nombreux espaces protégés qui sont inscrits en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (cf. chapitre II-2 ci-avant) et au réseau "Natura 2000" dans le cadre de la Directive Européenne du 21 mai 1992 sur la "conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage".

Notamment sur les versants boisés et les falaises surplombant la Cure, ont été observés des espèces floristiques particulièrement rares (Lunetière lisse, Tabouret des Alpes, Impatience "ne-me-touchez-pas", Stipe penné) ainsi que des espèces animales exceptionnelles (Circaète Jean le Blanc et Engouvement d'Europe).

☐ Les massifs boisés

Comme nous l'avons souligné, les massifs boisés représentent une part importante de l'espace communal. Mais au-delà de cet aspect purement quantitatif, ils constituent un élément structurant de l'espace communal et même plus généralement du paysage local au regard notamment du site de Vézelay.

Les principaux massifs (Bois du Couvent, Bois d'Usy) forment une continuité végétale en arc de cercle qui traverse le territoire de la commune du sud-ouest au nord-est, englobant la vallée de la Cure, et qui prolonge au-delà sur Bazoches et vers l'Avallonnais.

Au nord du territoire s'étendant jusqu'à la butte de Pierre Perthuis (au-delà des limites de la commune) le Bois de l'Epenay constitue le second massif qui marque fortement le paysage des bords de la vallée de la Cure, se prolongeant de part et d'autre de celle-ci sur les pentes abruptes pour rejoindre le premier massif.

Outre cette continuité forestière et les boisements résiduels qui l'accompagnent, ces massifs isolent les entités bocagères en autant de micro-sites constituant un écrin pour ceux-ci, mais aussi plus largement pour le secteur aval de la vallée de la Cure : le site du Vézélien.

De par sa position et son relief (évoqués précédemment), le territoire de DOMECY-sur-CURE constitue une limite d'horizon lointaine vers l'aval de la vallée de la Cure - dont la partie située sur Domecy disparaît dans le relief et la végétation - visible à partir des buttes témoins et particulièrement de Vézelay.

Enfin, du fait de la structure bocagère, le paysage se compose également d'un réseau de haies qui bordent les routes et chemins ou s'inscrivent parfois dans le parcellaire de nombreux bosquets et arbres isolés qui ponctuent l'espace ou soulignent un élément de celui-ci (relief, carrefour, abords de propriétés bâties, ...).

❑ Les micro-paysages

Définis tant par le relief que par les principaux massifs boisés, quatre micro-paysages sont identifiables sur le territoire de DOMECY-sur-CURE (cf. carte).

- Le **premier** est constitué par la vallée du **ruisseau de Bazoches**, entité qui déborde de l'espace communal au nord et au sud et s'élargit à l'ouest du ru sur le département de la Nièvre.

Il s'agit d'un paysage très structuré par le caractère bocagé, particulièrement le long du ru (et de la RD 958) et aux abords du village de Domecy. Malgré une situation foncière large, les perceptions sont très dépendantes de la trame végétale (haies et bosquets) et du relief.

Ainsi, le Château de Domecy n'est que ponctuellement visible, sauf dans l'approche immédiate ou sur la ligne de crête.

Par contre, ce site et ses prolongements offrent une grande perspective sur Vézelay à partir du Château de Bazoches situé en aval sur les pentes en limite de la forêt, château qui est d'ailleurs visible du site de VÉZELAY (cf. chap. 4 ci-après).

De même, une co-visibilité apparaît de part et d'autre de la vallée, d'une ligne de crête à l'autre, comme par exemple entre la Ferme "de Comme" et Domecy. Ce qui rend le site urbanisé particulièrement sensible, mais seulement à partir de certains points.

- Le **second** constitue l'autre **versant de la ligne de crête** sur lequel est implanté Domecy. En pente relativement douce vers l'intérieur du méandre de la Cure, il appartient pour partie à la vallée mais constitue également un paysage bocagé identifiable dont la trame végétale souligne les courbes de niveaux.

Malgré ces barrières visuelles, parfois denses (haies hautes ponctuées d'arbres, bosquets), les vues restent lointaines en raison du dégagement dû au relief (cf. ci-avant perception sur Cure à partir de la vallée).

- le **troisième** micro-site, **autour du hameau d'Usy**, présente une structure bocagère à la fois plus ponctuelle et ouverte en raison de l'inclinaison du site vers le ruisseau de "Goblot" et plus largement vers l'aval de la vallée de la Cure, à son élargissement.

Ce micro-site appartient à un ensemble beaucoup plus vaste où les perspectives sont lointaines, notamment vers la colline de Vézelay.

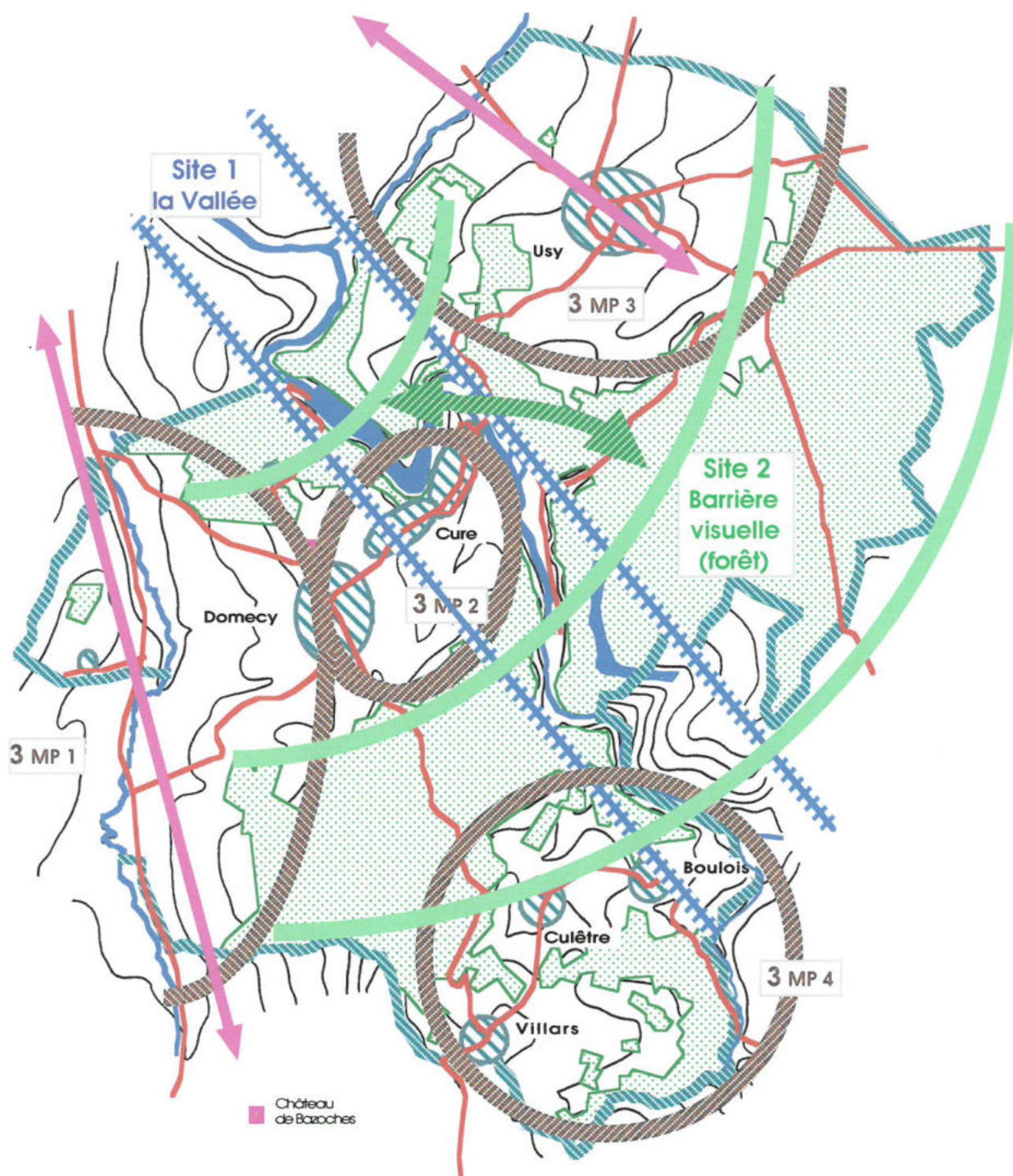
Par contre, la partie sud du site apparaît plus isolée et enfermée dans le "contour" boisé qui entoure largement le hameau d'Usy. Et en conséquence, il semble relativement moins sensible aux perceptions depuis Vézelay.

- Enfin, le dernier micro-site situé au-delà de l'écran forestier à l'**extrême sud du territoire**, présente un environnement très différent.

La présence de nombreux boisements résiduels qui prolongent ponctuellement les grands massifs, une structure foncière étroite et très bocagée sur un relief accentué, en font un site très fermé.

Toutefois, au-delà des "Boulois", la descente sur la vallée de la Brinjame offre de belles perspectives sur la rive opposée située sur la commune voisine. Et inversement, cette partie du site est extrêmement sensible, bien que complètement isolée du Vézélien et de ses abords.

SITES et GRANDES UNITES de PAYSAGE



Site en relation visuelle directe avec VÉZELAY

3 MP 4

Sites 3 - Micro-paysages identifiés

0 500 1000 m.

3• Le MILIEU BÂTI et ses RELATIONS avec l'ENVIRONNEMENT

Située dans un pays de bocage, la commune présente une structure urbaine à la fois éclatée et relativement regroupée en petites unités. En effet, si l'on dénombre un village - Domecy -, deux hameaux principaux - Cure et Usy - et trois hameaux secondaires isolés - Villars - Culètre, les Boulois - les écarts et constructions isolées sont peu nombreux.

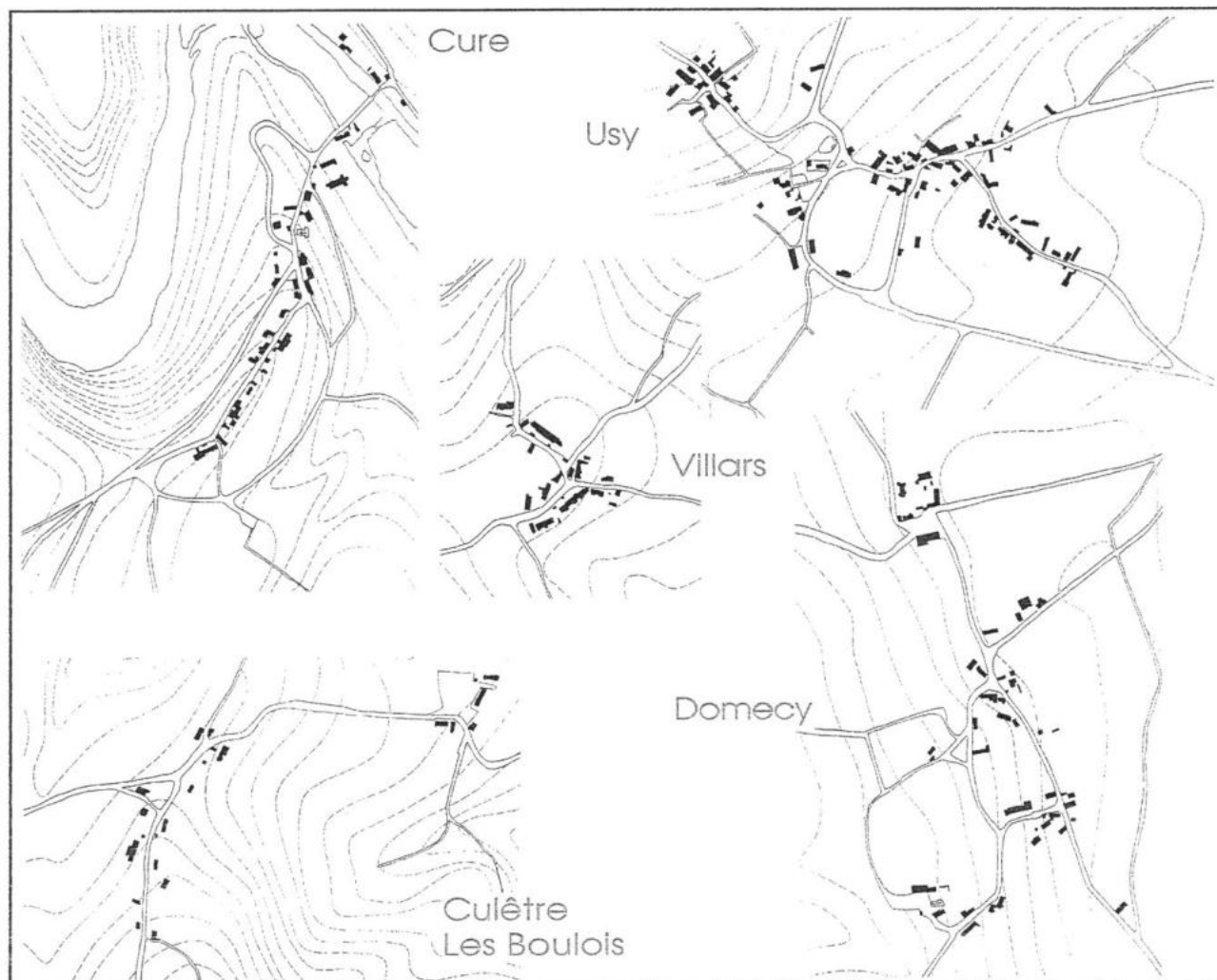
Il s'agit de quatre constructions regroupées sur les pentes Est de la vallée de la Cure (hameau du Bois de la Cure), d'une ferme isolée située à l'extrême Ouest du territoire (Ferme "de Comme") dominant le ruisseau de Bazoches, d'une ruine en lisière du Bois de l'Epenay et d'un moulin situé en amont sur la rivière Brinjame en limite de la Nièvre.

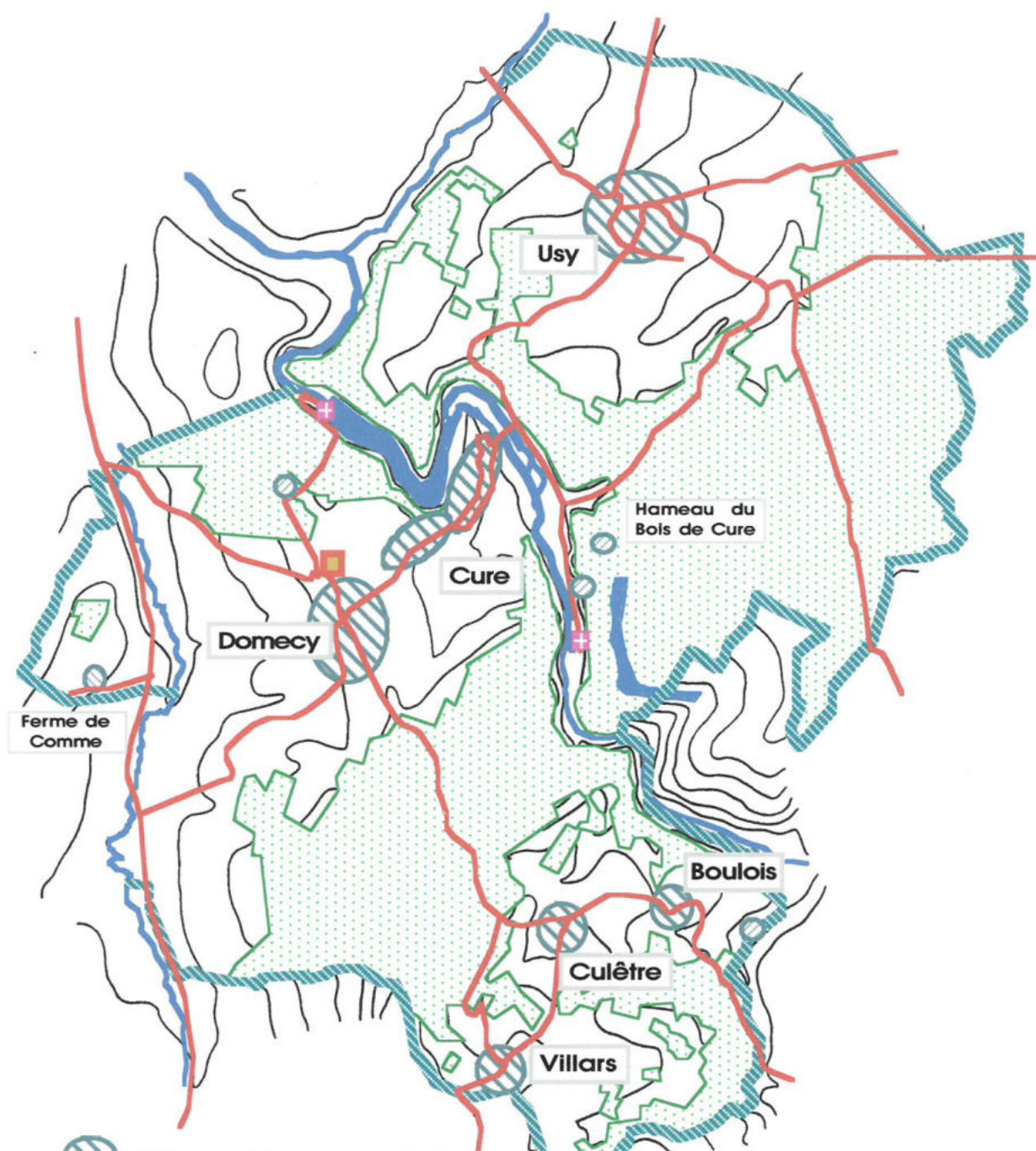
Les autres constructions indépendantes du village et des hameaux sont directement liées à l'exploitation de l'énergie hydro-électrique - production et habitat -, lequel habitat situé sur le bord de la rivière en fond de vallée est aujourd'hui désaffecté pour des raisons de sécurité (zone à risques).

3.1 Les unités urbaines, structure et développement

Les trois unités urbaines principales - Domecy, Cure et Usy - ainsi que les trois unités secondaires - Villars, Culètre et le Boulois - présentent des structures assez différentes en fonction du site et de l'importance de ces ensembles agglomérés.

Mais elles ont pratiquement toutes un point commun : il s'agit à l'origine de petites unités relativement éclatées où d'un simple regroupement de quelques constructions que le développement ultérieur a étendu ou relié entre elles. Il n'y a pas à proprement parlé d'ensemble urbain constitué autour d'un noyau serré. Les bâtiments sont d'ailleurs souvent implantés de façon apparemment aléatoire, même si une certaine unité du bâti apparaît ponctuellement.





-  Village et hameaux principaux
-  Bâtiments isolés
-  Château de Domecy
-  Constructions et installations hydro-électriques

0 500 1000 m.

3.1.1 Le village de Domecy

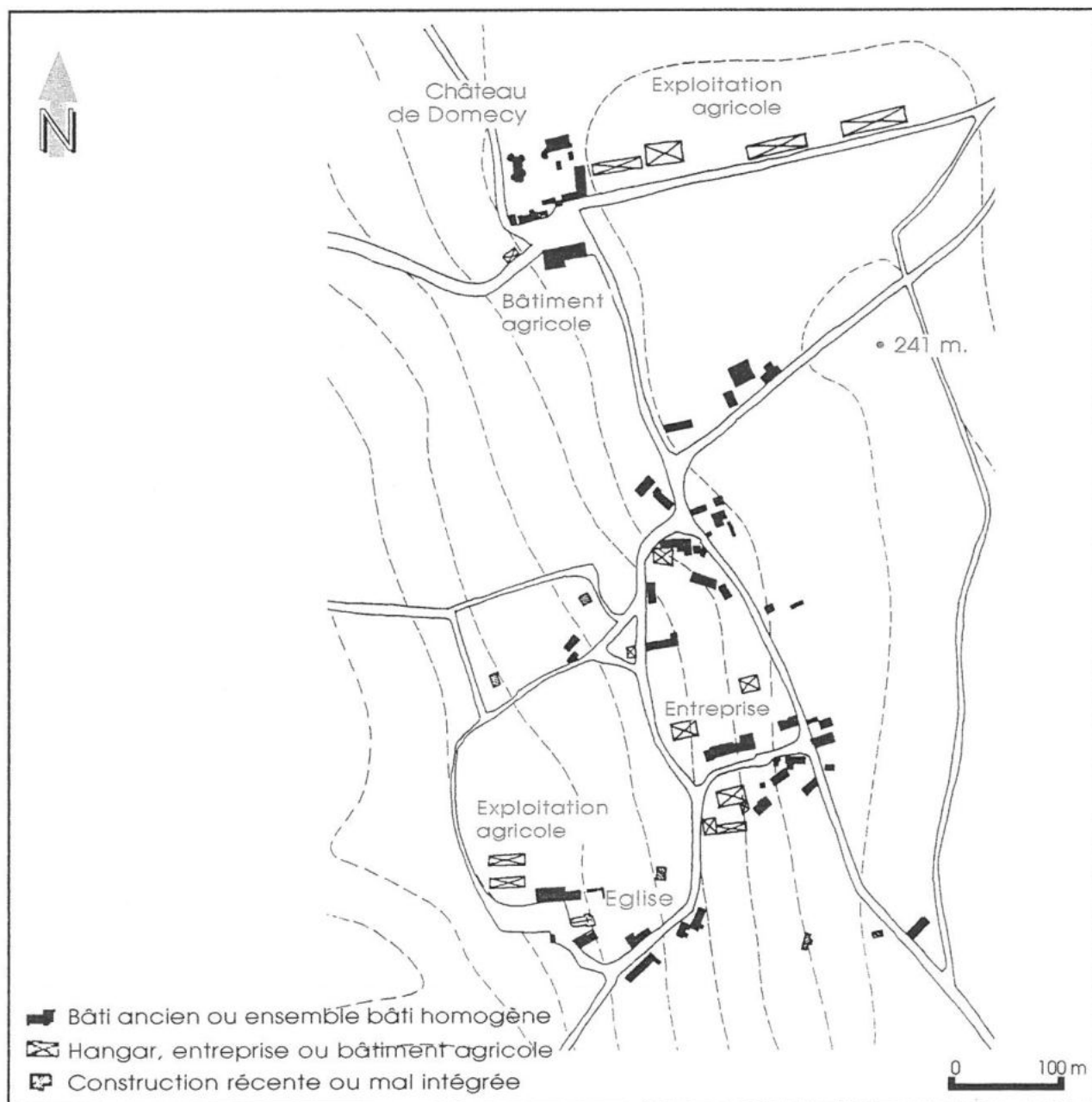
Le village de Domecy est parfaitement représentatif de cette structure urbaine éclatée.

Entre le Château et l'église, ainsi que leurs fermes attenantes, il y a près de 800 mètres, d'un tissu assez diffus qui laisse une large place à un environnement végétal (jardins, vergers, prairies entourées de haies, bosquets, ...).

Les constructions récentes sont peu nombreuses et s'intègrent relativement bien dans ce tissu distendu. Par contre, certaines d'entre elles (ainsi que les bâtiments de la principale activité de la commune) marquent fortement le paysage par leur couleur (blanc pur).

Cette organisation urbaine laisse de nombreuses disponibilités foncières entre les bâtiments existants qui permettent des arbitrages multiples quant aux possibilités de développement.

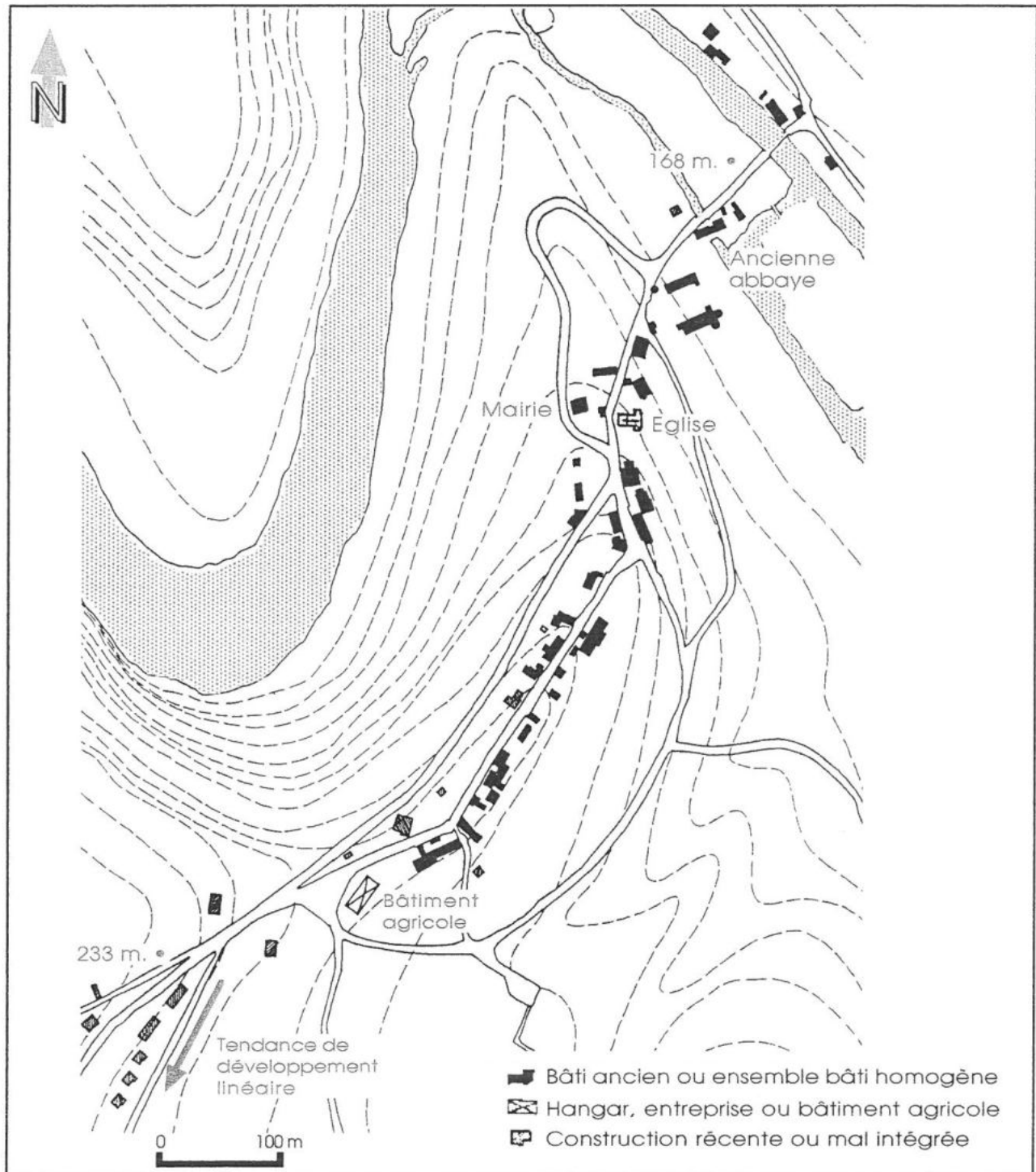
Toutefois, la présence de deux sièges d'exploitation (cohabitation entre activité agricole et habitat, reculs imposés par la législation en vigueur), la proximité du château (classé) ainsi que les perspectives sur le site, réduisent ses potentialités et nécessitent une grande prudence dans le choix des sites urbanisables.



3.1.2 Le hameau de Cure

Le hameau de Cure présente une structure très différente avec un tissu également relativement aéré en raison de sa position sur le relief. Accroché à une ligne de crête qui vient "mourir" à l'intérieur du méandre de la Cure, le hameau présente une forme de "village rue" bien que le noyau originel était essentiellement regroupé à proximité de l'ancienne abbaye qui borde la rivière. Ce n'est qu'un développement récent qui a conforté, voire amplifié, cet aspect linéaire.

Organisée essentiellement autour de la route départementale, limitée par les pentes et les masses boisées et par l'emprise du site classé, concernée également par un périmètre de protection de captage (non opposable actuellement), cette unité urbaine constituée voit son développement limité, sauf à porter atteinte au site ou à poursuivre un développement linéaire vers Domecy.

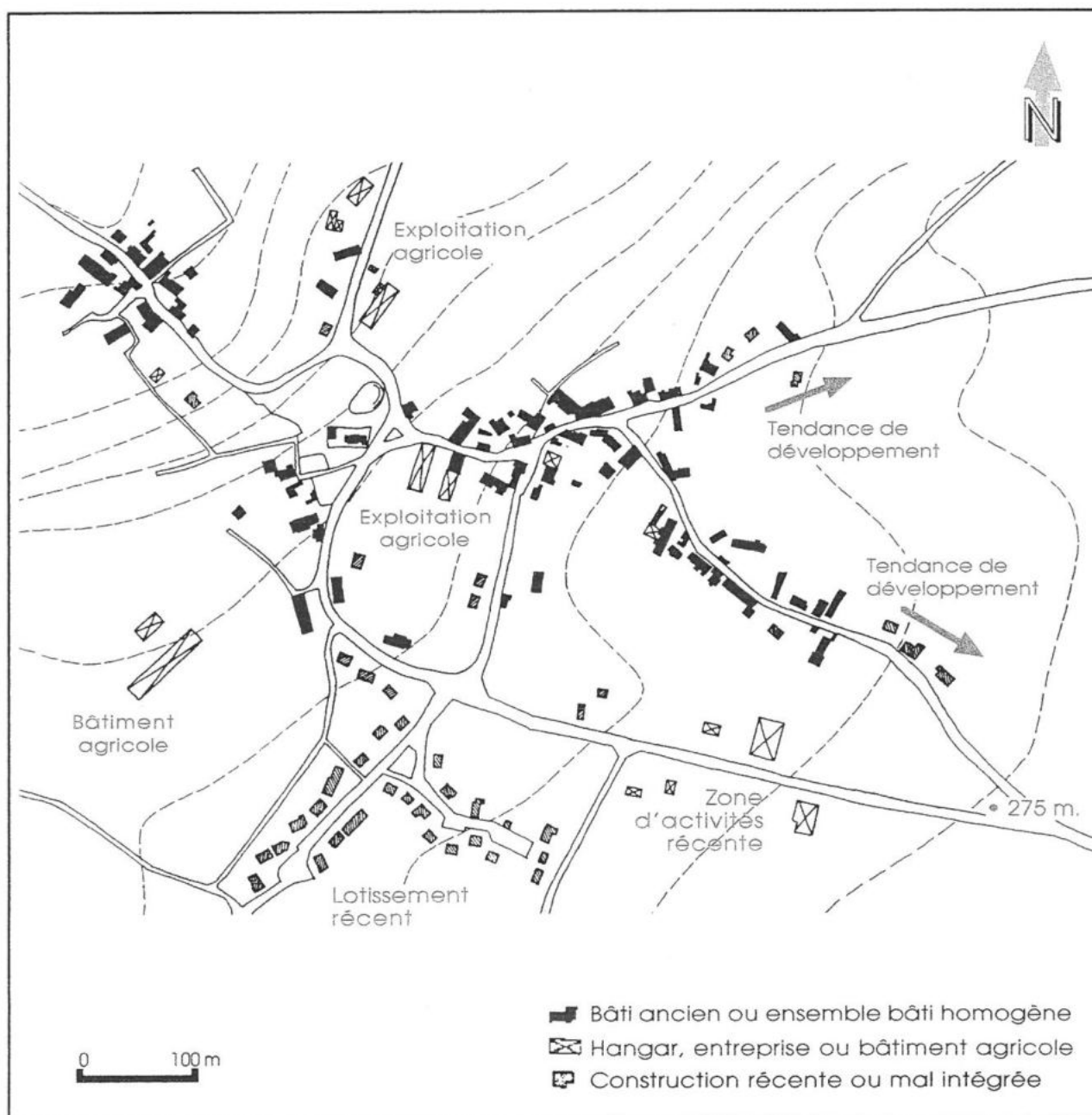


3.1.3 Le hameau d'Usy

Dans le cas d'Usy, on retrouve également une structure assez éclatée en quatre unités de base. Cependant le développement récent de l'urbanisation (constructions individuelles isolées, petites activités et lotissement réalisé dans les années soixante-dix) a relié ces différentes unités et a étoffé la structure d'origine. La trame viaire assez complète (routes départementales et communales, chemins ruraux) favorise ce développement et permettrait éventuellement de le prolonger.

Toutefois, plusieurs facteurs doivent également être pris en compte :

- ❑ La co-visibilité avec Vézelay et son site, du hameau lui-même et de ses abords (voir ci-après),
- ❑ Le relief et l'environnement végétal très présent au cœur du hameau (bosquets, parc paysager) et à proximité (bois, bosquets, réseaux de haies hautes ou basses),
- ❑ L'occupation actuelle du sol : site d'activités économiques et présence de trois sièges d'exploitation agricole.



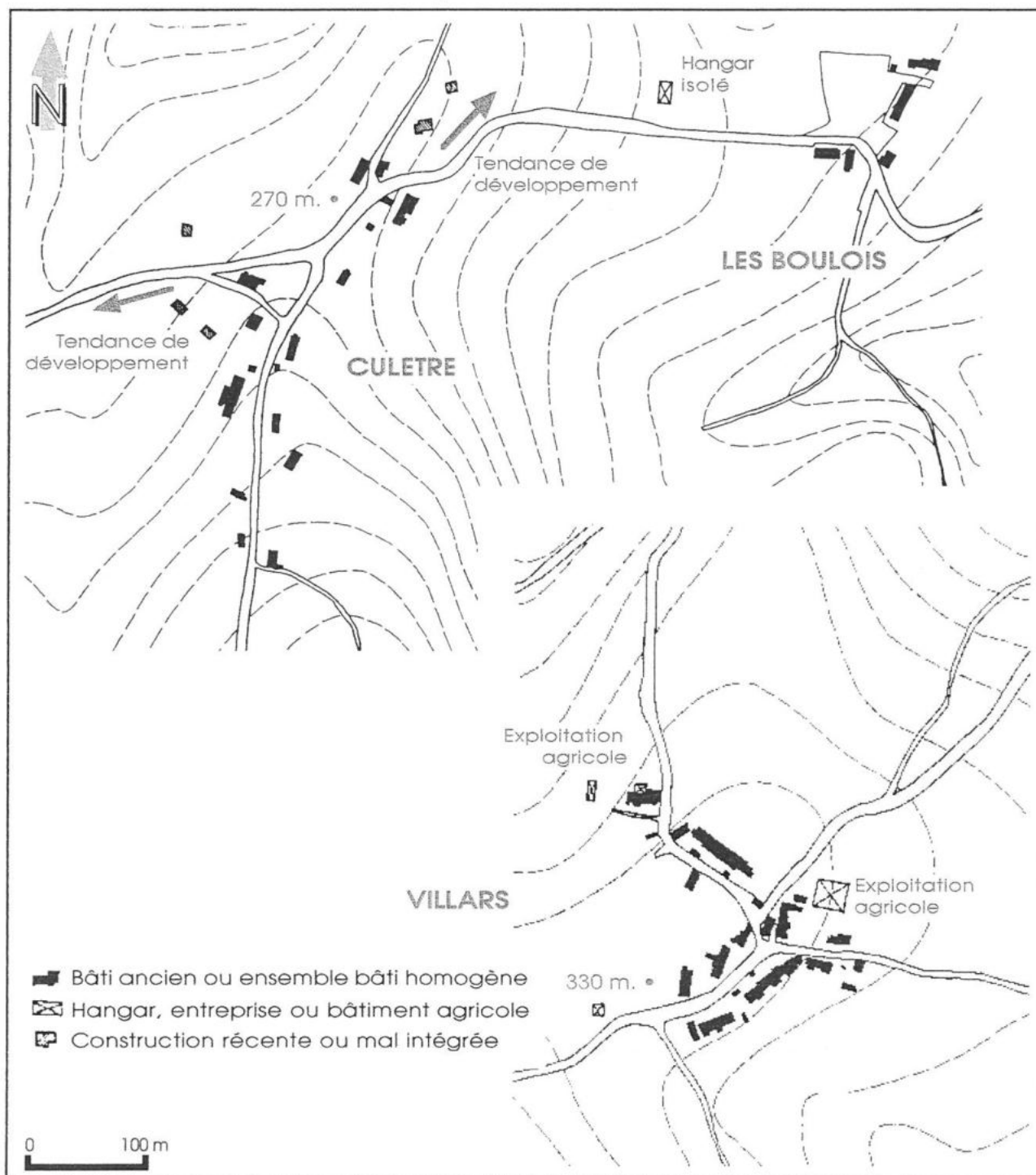
3.1.4 Les hameaux de Villars, de Culêtre et des Boulois

Ces trois sites bâtis restent relativement limités dans l'espace et présentent moins de contraintes d'environnement et de patrimoine que les sites principaux.

Au bâti ancien assez modeste, s'ajoutent quelques constructions récentes (Culêtre) et deux sièges d'exploitation agricole (Villars).

Le développement de ces trois sites est resté modéré, notamment du fait de leur isolement, de la présence des masses boisées qui cernent le bâti et de l'existence de plusieurs puits de captage qui limitent les utilisations du sol.

On notera une assez grande sensibilité de l'extrémité Est de Culêtre et du hameau des Boulois où le site descend vers la vallée de la Cure et se trouve particulièrement visible de la commune de St-André de Morvan.



VUES DU TERRITOIRE



Cure et son église.



Domecy et son église.



Ancienne abbaye de la Cure.



Château de Domecy.



Domecy dans les masses végétales.



Perspective de Vézelay depuis Usy

3.2 Patrimoine bâti et naturel environnant

L'intérêt des différents sites bâtis repose sur quelques éléments architecturaux remarquables, sur la situation de l'unité bâtie dans le paysage (relief) et sur l'environnement naturel (bosquets, haies,...) plus que sur l'intérêt de la structure urbaine (structure éclatée).

En terme d'architecture, se côtoient le remarquable (château, ancienne abbaye) et le banal (lotissement des années soixante-dix, constructions individuelles). En terme d'espace et d'environnement, c'est essentiellement la structure éclatée et donc l'interpénétration entre le végétal et "l'urbain" et bien entendu, les caractéristiques du site et du grand paysage que l'on relèvera (relief, végétation, points de vues et perspectives).

3.2.1 Patrimoine bâti et constructions récentes

Le patrimoine bâti est avant tout composé de petits ensembles d'où émergent quelques éléments de grande qualité sur certains sites :

- ☐ Le château de Domecy (classé) et la ferme attenante,
- ☐ L'église de Domecy et la ferme attenante,
- ☐ L'ancienne abbaye de Cure et ses bâtiments annexes.
- ☐ L'église.

Sur les autres sites, les ensembles sont plus modestes, mais dignes d'intérêt au titre du patrimoine rural.

Par contre, la lente transformation de ces bâtiments (réhabilitations plus ou moins réussies) et de leurs abords (clôtures en particulier) et l'adjonction progressive de pavillons "standard" (même dans le respect des matériaux), contribuent peu à peu à déséquilibrer l'ensemble.

La volumétrie des constructions contemporaines et leur implantation (souvent au milieu de la parcelle) reproduisent un stéréotype qui s'adapte mal à l'intégration au sein ou même à proximité du tissu ancien.

Quant au traitement des abords par le végétal notamment, il s'inspire plus des catalogues de la "grande distribution" que de l'environnement bocagé qui caractérise le paysage de cette région.

3.2.2 Patrimoine naturel

Comme nous l'avons souligné, hormis les bâtiments présentant également une valeur historique, l'intérêt des lieux repose essentiellement sur les caractéristiques du site et l'adaptation des constructions à celui-ci.

L'interpénétration entre le bâti et le végétal (très présent dans cette région de bocage), ainsi que l'apport de ce dernier dans la composition du paysage souligné par le relief, rendent pratiquement tous les sites bâtis et leurs abords extrêmement sensibles.

C'est pourquoi, les notions de points de vue et de perspectives apparaissent particulièrement importantes à DOMECY-sur-CURE (cf. ci-après).

En outre, les massifs boisés et le réseau de haies et bosquets, ainsi que les arbres isolés (cf. chap. 2.3 précédent), constituent autant d'éléments de paysage qui caractérisent cette micro région et participent à son identité.

Ces éléments, heureusement encore préservés du fait des dispositions de protection des sites, de la faible urbanisation et du mode d'exploitation agricole (forte présence de l'élevage), doivent absolument être maintenus, voire reconstitués aux abords des sites urbanisés.

Ces derniers constituent les secteurs les plus fragiles, notamment en raison de la lente transformation du paysage par l'introduction progressive d'une végétation "artificielle" qui rompt avec l'harmonie de l'environnement.

4• Les PERSPECTIVES et les POINTS de VUE (cf. photos et cartes ci-après)

Dans ce chapitre, il convient de ne pas se limiter aux seules relations visuelles entre la commune et Vézelay, car indépendamment de cet aspect (important au regard de la valeur du site classé), la commune possède ses propres atouts qui méritent également d'être relevés.

4.1 Co-visibilité avec VÉZELAY

Cette relation visuelle entre la colline de VÉZELAY (et son site) et la commune de DOMECEY-sur-CURE concerne principalement :

- ☐ Le hameau d'Usy
- ☐ La vallée du ru de Bazoches

Dans une moindre mesure, le village de Domecy est également concerné. Mais globalement, c'est la plus grande partie du territoire qui appartient au site de VÉZELAY.

4.1.1 Les vues depuis VÉZELAY

Depuis la terrasse qui prolonge le chevet de l'abbatiale, la plus grande part du territoire de Domecy définit la limite visuelle du site, les massifs forestiers situés sur les hauteurs ferment l'horizon. A ce titre, toute la partie nord-ouest de la commune constitue l'arrière plan du site du Vézélien.

Mais au-delà de cette "toile de fond" se dégagent plusieurs secteurs identifiables au regard.

On peut discerner de l'Est au Sud (cf. carte et photos) :

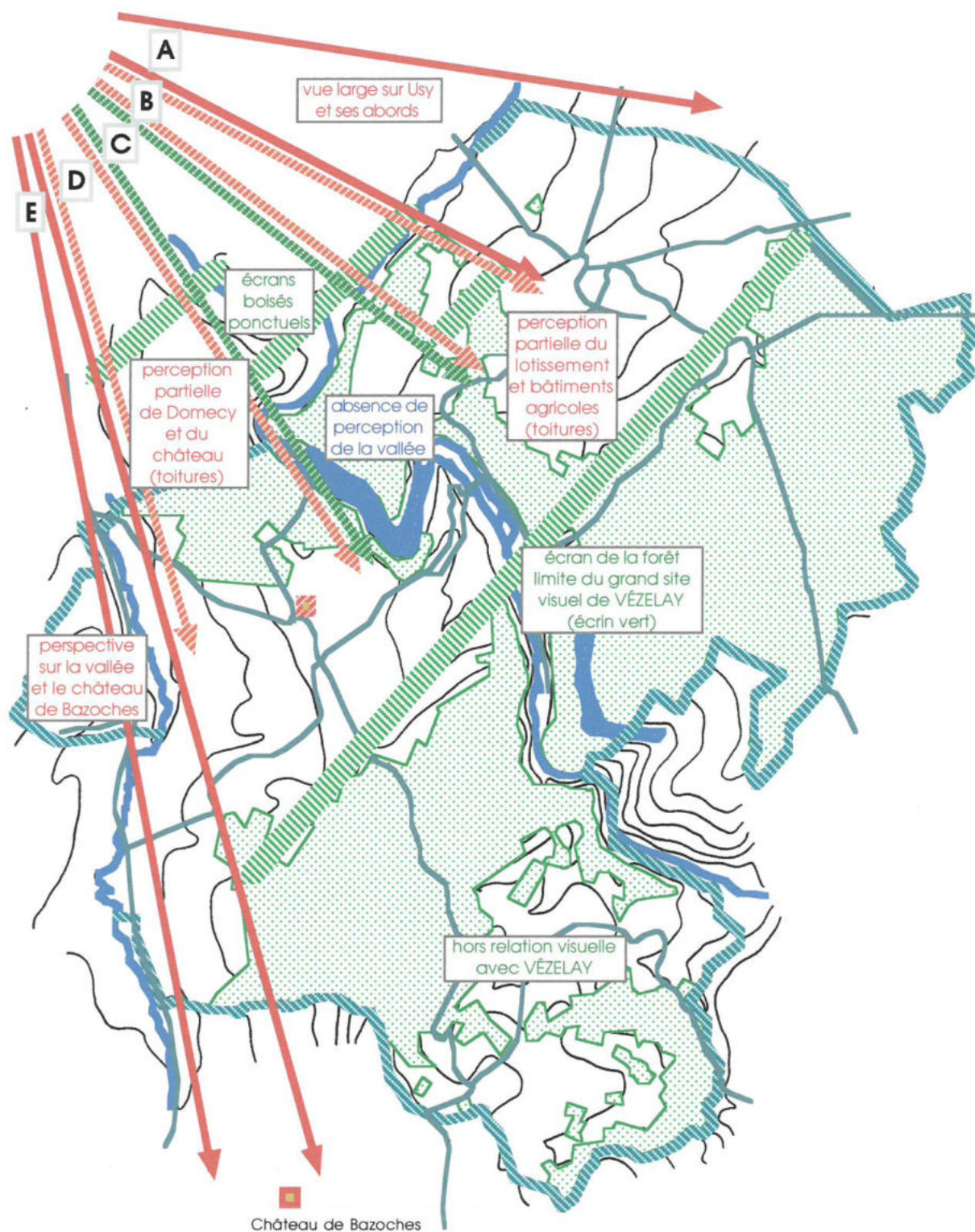
- ☐ A Vue large sur Usy qui souligne son appartenance au site,
- ☐ B Perception de l'extension du hameau et des bâtiments agricoles, marquée par les boisements sur les pentes,
- ☐ C Perception (suggérée) de la vallée de la Cure qui disparaît dans les masses boisées qui la bordent,
- ☐ D Perception du château de Domecy, du village et de l'église (mieux identifiée du fait du relief),
- ☐ E Percée visuelle sur le château de Bazoches et sur la vallée du ru de Bazoches

4.1.2 Les vues sur VÉZELAY

Corrélativement aux vues et perceptions depuis la colline de Vézelay décrites précédemment, du territoire communal et légèrement au-delà, les vues sur VÉZELAY sont nombreuses.

On retiendra particulièrement :

- ☐ A1 Une succession de vues depuis Usy et ses abords, y compris à l'intérieur même du hameau (entre deux bâtiments, à partir de la placette qui domine la mare de l'école),
- ☐ A2 Une perspective à partir du château de Bazoches qui concerne l'ensemble de la vallée du Ru avec en arrière plan la colline de Vézelay.



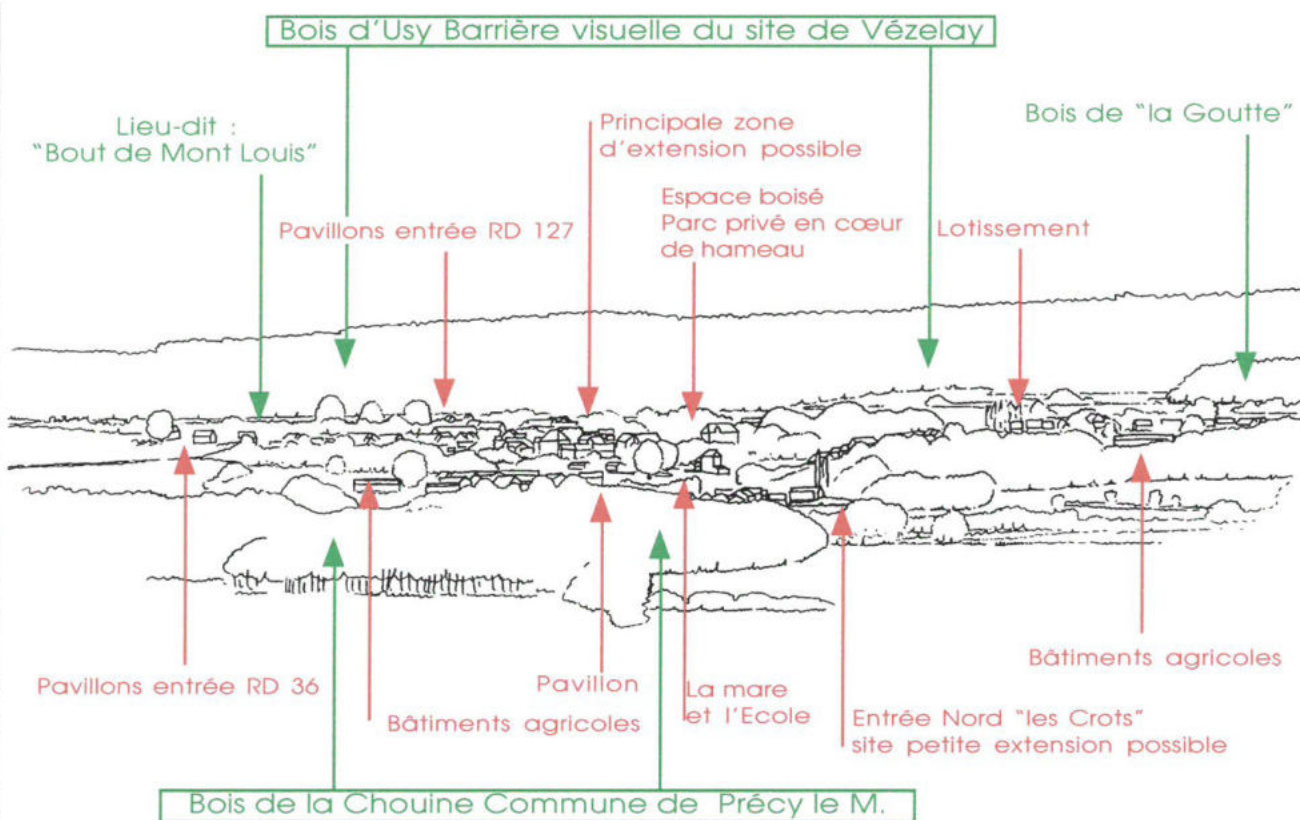
0 500 1000 m.

Vue depuis la colline de VÉZELAY du Hameau d'Usy



Vue prise en 2000 depuis la terrasse de VÉZELAY avec un téléobjectif de 1000 mm.

Repérage des éléments du site visibles depuis VÉZELAY



4.2 Les vues sur le patrimoine urbain et naturel de la commune

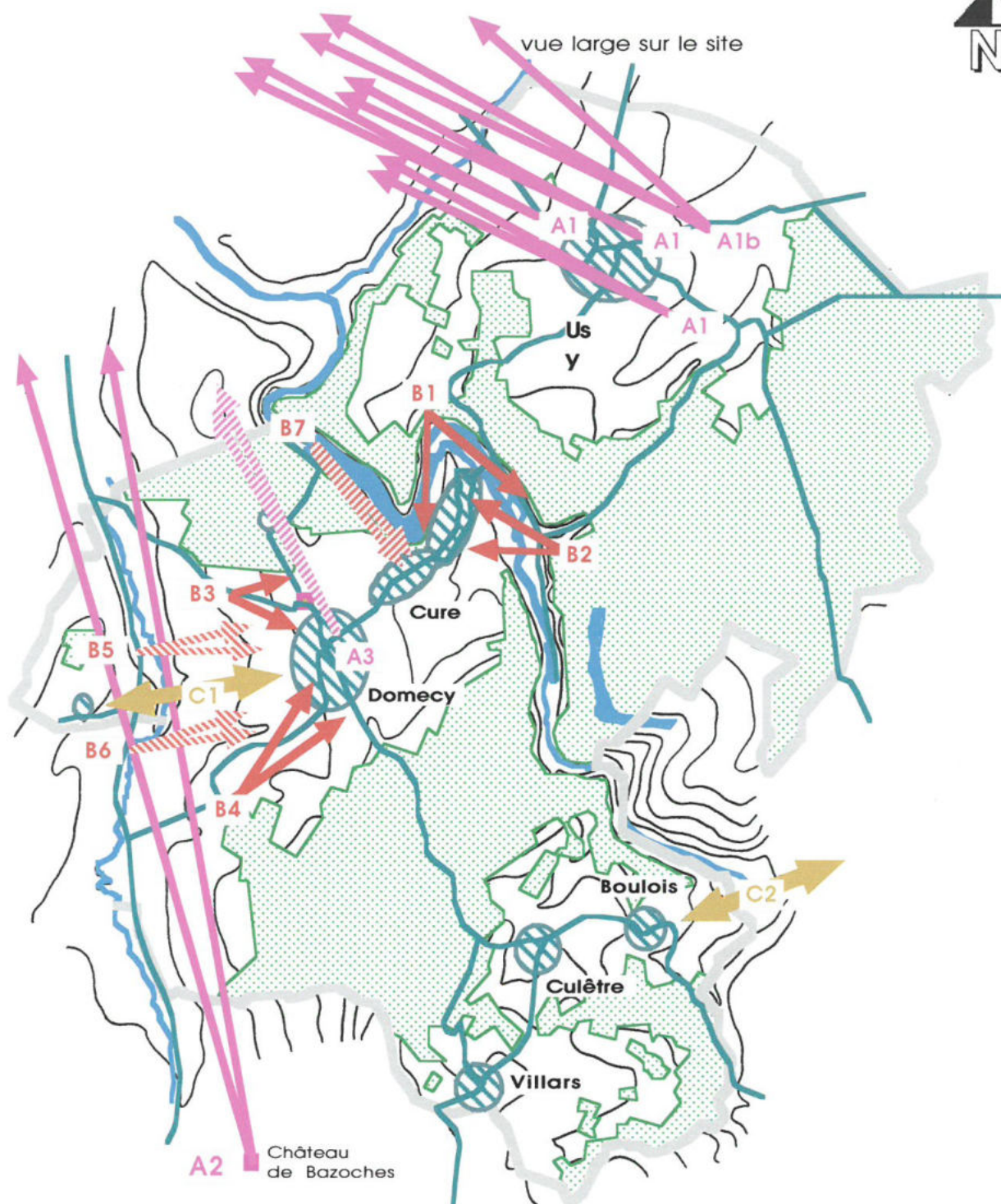
Sans vouloir être exhaustif, on notera quelques perspectives ou points de vue ponctuels représentatifs de l'intérêt du patrimoine urbain et paysager de la commune.





- ☐ B1 - Vision générale sur la vallée de la Cure et sur le hameau où le patrimoine architectural (ancienne abbaye) est particulièrement valorisé,
- ☐ B2 - Vue ponctuelle sur les pentes du hameau de la Cure à partir de la vallée,
- ☐ B3 - Vue directe proche du château de Domecy,
- ☐ B4 - Vue générale du village de Domecy et de son église,
- ☐ B5 - Vue ponctuelle à partir de la RD 958 au travers des haies et boqueteaux sur le château de Domecy,
- ☐ B6 - Vue ponctuelle à partir de la RD 958 au travers des haies et boqueteaux sur le village de Domecy,

Enfin, on notera la co-visibilité entre :

- ☐ C1 - La ferme de Comme et le village de Domecy,
- ☐ C2 - Les Boulois et Culêtre et la commune de St-André du Morvan.

POINTS de VUES PRINCIPAUX



-  A - Principales vues sur Vézelay
-  B - Principales vues sur site bâti
-  C - Vues réciproques directes
-  - vues diffuses ou ponctuelles

0 500 1000 m.

IV • Les DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

1 • La DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE

1.1 La commune dans l'environnement démographique local

Bien que située dans le canton de Vézelay, la commune de DOME CY-sur-CURE se trouve géographiquement très proche d'Avallon et son territoire jouxte l'aire de son canton.

C'est pourquoi pour resituer la commune dans le contexte démographique local, nous ferons référence aux deux entités administratives.

Évolution comparative de la population de 1975 à 1999

	Année de recensement				Taux d'évolution % an			
	1975	1982	1990	1999	68/75	75/82	82/90	90/99
Domecy	386	481	500	450	- 2,05	+ 3,18	+ 0,49	- 1,16
Canton de Vézelay	4 329	4 382	4 248	4 277	- 1,42	+ 0,13	- 0,39	+ 0,08
Canton d'Avallon	12 323	12 727	12 857	16 671	+ 2,38	+ 0,46	+ 0,13	- 0,16
dont Communes rurales	3 509	3 823	4 240	4 454	- 0,40	+ 1,23	+ 1,30	+ 0,55

Effectivement, si l'on observe les tendances d'évolution depuis 1975, la commune de DOME CY-sur-CURE se situe dans une évolution démographique qui s'apparente plus à celle du canton d'Avallon que celle du canton de Vézelay.

Ce dernier connaît des fluctuations démographiques avec une tendance globale à la baisse due à un déficit naturel (vieillesse de la population) et à un solde migratoire déficitaire.

Pour le canton d'Avallon, la situation est très différente du fait de la présence d'une ville structurante importante : le chef-lieu de canton qui représente environ les 2/3 de la population totale.

Si, globalement la progression démographique (forte entre 1968 et 1975) tend à baisser, c'est au détriment de la ville centre et au bénéfice des communes rurales périphériques.

Celles-ci, après une tendance au déficit démographique dû également au vieillissement de la population, bénéficient depuis 1975 d'un solde migratoire positif qui permet d'inverser la tendance.

Ce phénomène de "péri-urbanisation" constitue une tendance lourde qui a été constatée globalement en France à partir des années soixante-dix.

DOME CY-sur-CURE apparaît donc se situer dans cette tendance générale malgré un retournement constaté au dernier recensement.

1.2 Les tendances démographiques de Domecy-sur-Cure

Après une période de baisse démographique, la Commune de DOMECY-sur-CURE enregistre à partir de 1982 un retournement de tendance qui va se poursuivre jusqu'en 1990.

Mais celle-ci ne se poursuit pas, puisqu'au dernier recensement la population diminue à nouveau, pour redescendre en dessous du seuil constaté à l'issue de la première période de croissance.

Évolution de la population de 1962 à 1990

	1968		1975		1982		1990		1999
Population	446		386		481		500		450
Variation % an									
- totale		- 2,05		+ 3,18		+ 0,49		- 1,16	
- Solde naturel		- 0,10		- 0,47		+ 0,23		+ 0,33	
- Solde migrat.		- 1,95		+ 3,65		+ 0,26		- 1,51	

2006

387

Les taux de variation font apparaître l'importance des flux migratoires dans la croissance constatée après 1975, mais aussi dans le déficit observé lors de la dernière période.

En effet, le taux de variation global repose sur la conjugaison de deux facteurs :

- ☐ le solde migratoire : différentiel entre le départ d'une population et l'arrivée d'une population nouvelle,
- ☐ le solde naturel : différentiel entre naissance et décès.

Entre 1975 et 1982, le facteur migratoire est déterminant puisqu'il compense le déficit naturel dû vraisemblablement au vieillissement de la population.

A partir de 1982, le solde naturel devient excédentaire, y compris dans la dernière période. La population s'est rajeunie et les naissances l'emportent sur les décès.

Par contre, l'excédent migratoire faiblit entre 1982 et 1990, pour redevenir déficitaire après 1990.

Il est vraisemblable qu'une partie de la population - peut être les jeunes arrivés à l'âge adulte - quittent la Commune pour la recherche d'un emploi ou d'un logement. Comme, il est vraisemblable que la population arrivée au milieu des années soixante-dix vieillisse sur place.

1.3 Caractéristiques de la population communale

1.3.1 Les ménages

Les fluctuations de population observées lors des recensements s'accompagnent d'une grande stabilité du nombre de personnes par ménage, sauf dans la dernière période.

Taille des ménages

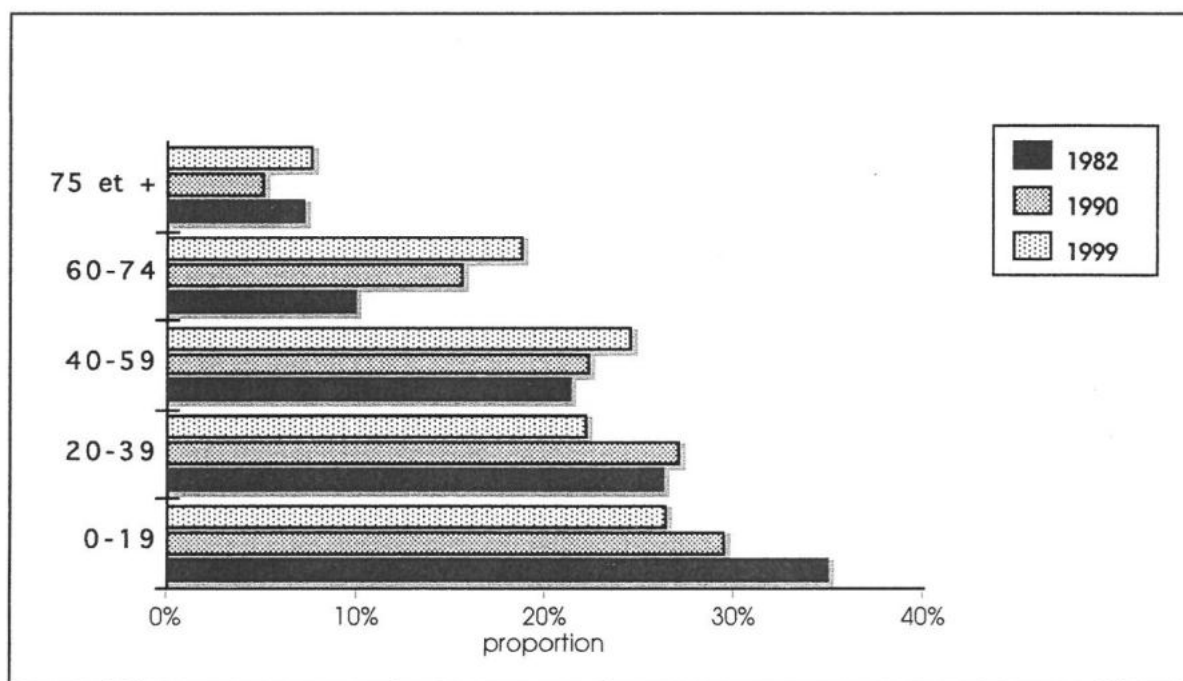
1975	1982	1990	1999
2,90	3,00	2,90	2,60

Le nombre relativement élevé de personnes par ménage jusqu'en 1990, chute de façon sensible au recensement de 1999.

Ceci semble confirmer un phénomène de décohabitation : départ des jeunes mais qui, comme nous l'avons vu, semblent quitter la Commune.

1.3.2 Structure par âge

Structure par âge en %



Comme le montre le graphique ci-dessus, la structure par âge de la population vient confirmer les hypothèses précédentes.

En effet, il apparaît que la population globalement jeune en 1982 - soit après le renouveau démographique de 1975 - tend à vieillir.

Si la proportion des 20-39 ans a continué à augmenter jusqu'en 1990, elle tend à diminuer de façon sensible en 1999 au bénéfice des tranches d'âge plus élevées.

Les personnes âgées de 40 à 49 ans augmentent en proportion (bien qu'elles restent stables en nombre absolu), mais surtout les tranches d'âge plus élevées connaissent une nette progression : continue pour les 60-74 ans et nouvelle augmentation après une baisse en 1990 pour les plus âgés.

2• Le LOGEMENT

2.1 Structure du parc de logements

Si la croissance démographique constatée s'accompagne d'un accroissement du nombre de logements, le retournement depuis 1990, se caractérise par une grande stabilité du parc. Ce qui tend à renforcer l'hypothèse précédente.

Composition du parc de logements

	1975	1982	1990	1999
Résidences principales	135	157	174	174
Résidences secondaires	70	70	56	55
Logements vacants	28	20	40	31
Total du parc	233	247	270	260

2006
167
66
37
270

Ces données statistiques font apparaître plusieurs phénomènes :

- ☐ Une proportion relativement importante des résidences secondaires (21 % du parc en 1999) qui tend cependant à diminuer en nombre et proportion,
- ☐ Une forte proportion de logements vacants qui fluctue apparemment sans relation avec l'évolution démographique et qui représentent encore, malgré une diminution sensible, une proportion assez forte (12%),
- ☐ Un parc de résidences principales qui reste remarquablement assez stable depuis 1990,
- ☐ Enfin, une diminution globale du parc - apparemment liée au nombre de logements vacants - qui laisse penser qu'il existe un phénomène de vieillissement du parc, avec disparition de certains logements, mais qui provient également de l'abandon de certains logements liés aux centrales EDF parce que situés dans des zones à risques.

2.2 Nature du parc de logements

L'évolution démographique constatée précédemment se traduit dans l'âge du parc de logements.

Âge du parc de logements
(résidences principales)

Année de construction	Nb Abs	%
Avant 1948	103	59,2
1949 - 1967	11	6,3
1968 - 1974	9	5,2
1975 - 1981	33	19
1982 et après	18	10,3
TOTAL	174	100

En effet, l'observation du tableau ci-dessus fait apparaître la "pointe" de construction des années 75/81 puis le fléchissement constaté par la suite dans la démographie.

Mais globalement, on constatera que le parc de logements est ancien, puisque près de 60 % de ceux-ci ont été construits avant 1948. A titre de comparaison pour l'ensemble du département, cette proportion est à peine supérieure à 50 %.

3• Les EQUIPEMENTS et SERVICES à la POPULATION

3.1 Les équipements d'infrastructure

3.1.1 La trame viaire

Traversée par plusieurs infrastructures routières d'intérêt local ou micro-régional (routes départementales - cf. chapitre I-2 ci-dessus), la commune, de par sa situation géographique, se trouve dans une position de carrefour et de point de passage :

- ☐ Carrefour que l'on pourrait qualifier de multiple entre l'axe principal qui borde le territoire à l'ouest (la RD 958) et le secteur d'Avallon d'une part, (RD 127) Quaré les Tombes et St-André en Morvan d'autre part,
- ☐ En outre, la RD 127, principal axe structurant secondaire, constitue le point de passage sur la Cure.

Il en résulte un réseau à la fois transversal (RD 958 et 127) et un réseau en double étoile qui relie les différents points du territoire et les autres villages ou agglomérations de la micro-région.

Ce double réseau en étoile double et ce point de passage de la vallée constituent l'armature qui va favoriser le développement des plusieurs entités agglomérées :

- ☐ Domecy RD 127 et réseau communal vers les hameaux de Villars, de Culètre et des Boulois, passages vers Bazoches et St-André en Morvan,
- ☐ Cure RD 127 vers le pont sur la Cure,
- ☐ Usy Carrefour des RD 36 (Vézelay), RD 142 (Menacles), RD 127 (Avallon), RD 527 (Quaré les Tombes).

Ces voies principales, doublées quelquefois de voies secondaires (liaison RD 958/Domecy via le château et seconde voie entre Usy et Cure via le lotissement) forment une armature complète et relativement dense conditionnée par les caractéristiques géographiques (relief) et les modes d'occupation de l'espace de ce pays bocagé à l'habitat dispersé.

3.1.2 La desserte en eau et assainissement

La commune est dotée d'un réseau d'eau qui dessert l'ensemble du territoire à partir de plusieurs points de captage et de stockage et d'un réseau d'assainissement qui dessert le hameau d'Usy exclusivement.

- ☐ **La desserte en eau** est assurée par plusieurs réseaux alimentés par cinq points de captage différents (cf. chapitre II-1.2 ci-dessus) qui génèrent autant de périmètres de protection, à l'exception de la source de Cure qui n'est pas protégée par une Déclaration d'Utilité Publique.

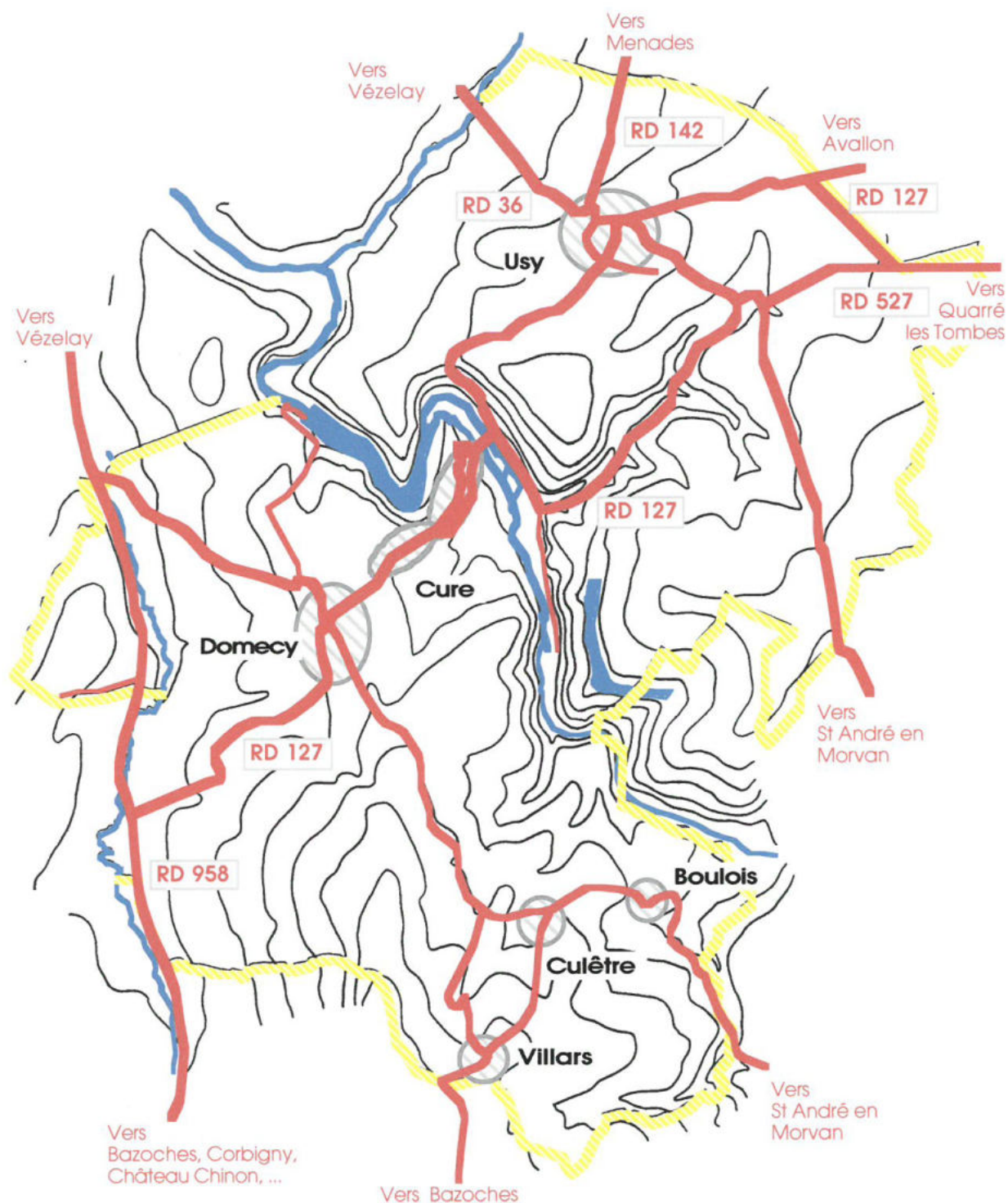
Le réseau est en outre raccordé au SIAU Terre Plaine Morvan par une conduite de 100 mm de St-Germain des Champs à Usy.

Déjà anciens, ces réseaux assurent une desserte satisfaisante en quantité, mais de qualité insuffisante - PH trop bas - (Source DDAF de l'Yonne).

- ☐ **La desserte incendie** est assurée par le même réseau et couvre ainsi le village et l'ensemble des hameaux, avec une bonne répartition de bornes d'incendie.

Toutefois, le réseau de distribution est considéré comme insuffisant pour assurer une alimentation convenable des hydrants (rapport du chef de centre de secours principal d'Avallon - avril 2000 et Avril 2001).

VOIRIES COMMUNALES et DÉPARTEMENTALES



0 500 1000 m.

- ☐ **La desserte en assainissement** ne concerne que le hameau d'Usy qui est doté d'un réseau collecteur qui dessert l'ensemble du bâti et d'une station de traitement.

Selon le rapport d'étude du Schéma d'Assainissement, il apparaît que l'aptitude des sols à l'assainissement individuel est globalement assez peu favorable et qu'en outre, la présence de périmètre de protection de captage apporte une contrainte supplémentaire.

Les sites qui présentent le moins de contraintes sont le secteur amont de la Cure et la partie haute de Domecy.

3.2 Les équipements de superstructure et les services à la population

Comme beaucoup de petites communes rurales, DOMECY-sur-CURE dispose d'un niveau d'équipements et de services à la population relativement modestes.

On y recense :

- ☐ Une mairie - située à Cure et comportant une salle polyvalente située en sous-sol ouvert,
- ☐ Une école maternelle à Cure - 1 classe à 3 niveaux scolaires avec cantine et garderie,
- ☐ Une école primaire à Usy - 2 classes avec cantine et garderie,
- ☐ Un bureau de poste - situé à Cure,
- ☐ Un terrain de sports à Usy - terrain de football et 2 tennis,
- ☐ Deux lieux de culte - églises - situés à Cure et à Domecy,
- ☐ Trois cimetières : église de Cure, église de Domecy et un plus récent à Domecy sur la route de Villars.

Les autres services publics sont disponibles au chef-lieu de canton ou au chef-lieu d'arrondissement (Avallon), notamment pour le collège et le lycée (une trentaine d'élèves au total fréquentent ces établissements et bénéficient du ramassage scolaire).

En matière de services privés, notamment sanitaires et sociaux, les habitants fréquentent Avallon et Vézelay-St Père : médecins, pharmacie, dentiste et un service d'aide à domicile des personnes âgées.

On notera cependant la présence :

- ☐ D'un café hôtel tabac à Cure,
- ☐ D'une station essence gas-oil à Domecy.

S'il n'existe pas de transport collectif (hors ramassage scolaire), un taxi (3 emplois) est présent sur la commune.

Outre l'hôtel, on dénombre 4 gîtes, mais la commune ne constitue pas vraiment un pôle touristique.

4• Les ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Outre l'activité traditionnelle - agriculture - encore très présente dans cette région d'élevage, on trouve sur la commune une autre activité liée aux ressources naturelles (usines hydro-électriques sur Cure) une activité industrielle importante et un réseau de petites entreprises artisanales.

4.1 Les activités liées aux richesses naturelles

4.1.1 Les sites d'exploitation hydro-électrique

La configuration de la vallée de la Cure a permis l'installation de deux usines hydro-électriques

- ☐ La première est située en amont de Cure au lieu-dit "les Martinets"

Il s'agit d'un bassin de 40 000 m³ alimenté par un canal d'amenée à partir du Crescent situé à mi-pente qui alimente une conduite forcée.

- ☐ La seconde est située à l'extrémité Nord-Ouest du territoire, pratiquement en limite de la commune.

Il s'agit d'une retenue sur la Cure qui alimente les turbines de l'usine.

La production d'électricité représente au total 29 Mégawatts et cette activité occupe 14 emplois.

4.1.2 Les activités agricoles

Sept exploitations agricoles sont présentes sur la commune, réparties sur plusieurs sites au sein ou à proximité des zones agglomérées, à l'exception de l'une d'entre elles située à l'extrémité ouest du territoire (ferme de "Comme").

Toutes ces exploitations, du fait de l'âge du chef d'exploitation ou de la reprise assurée par un descendant, voient leur pérennité assurée au terme d'un document d'urbanisme communal.

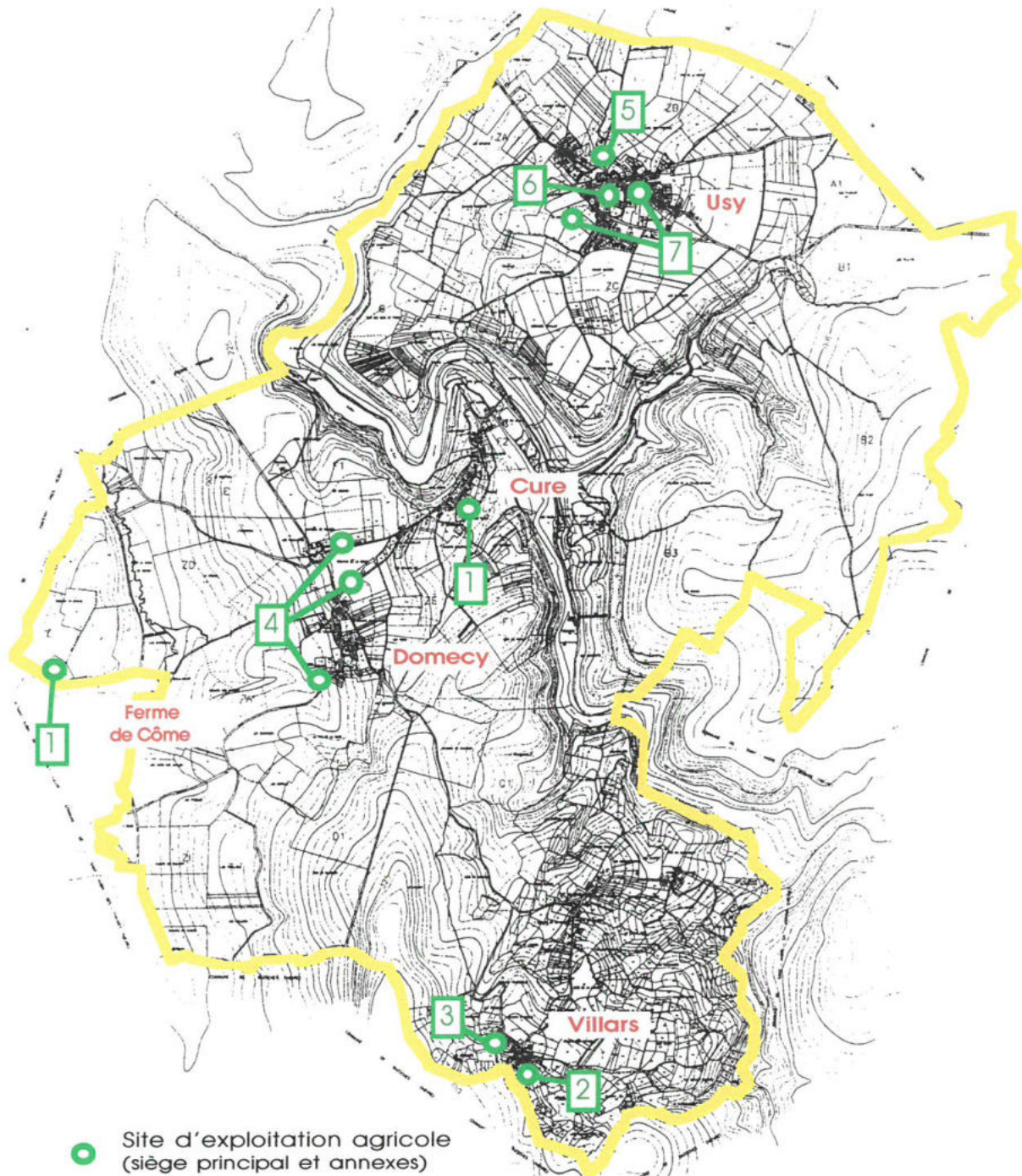
Comprises entre 37 et 200 ha, ces exploitations pratiquent essentiellement l'élevage de bovins ainsi que pour certaines d'entre elles, la polyculture.

L'ensemble des agriculteurs envisage de développer leurs activités et donc de construire à court ou moyen terme de nouveaux bâtiments (élevage ou stockage). La principale difficulté apparaît dans les contraintes liées à la législation sur les sites, qui sont apparemment mal ressenties par le monde agricole.

La situation de ces exploitations est cartographiée ci-après (Cf planche hors texte) et décrite sommairement dans les pages suivantes.

A ces données concernant les agriculteurs installés sur la commune, il convient d'indiquer la présence à Culêtre d'une annexe d'exploitation agricole dont le siège est situé à Urbigny dans la Nièvre (18 ha).

Nota : Les données ci-après sont issues d'une enquête réalisée auprès de tous les agriculteurs, avec le concours de la Chambre d'Agriculture et de la DDAF, lors de l'élaboration du POS en 2000. Bien que la Carte Communale n'ait pas à définir de zones spécifiquement agricoles, les commentaires, quant aux besoins des exploitations, restent valables et pourront utilement orienter les décisions d'autorisation du sol, notamment dans les sites les plus sensibles.



- Site d'exploitation agricole (siège principal et annexes)
- 3 Numéro de référence (Cf texte)

0 500 1000 m.

❑ **Situation des exploitations agricoles :**

• **EXPLOITATION n° 1**

LOCALISATION : Ferme de Comme et bâtiment annexe à Cure
AGE DE L'EXPLOITANT : Non communiqué
PÉRENNITÉ ASSURÉE : OUI - successeur : 33 ans
EXPLOITATION :
• taille : 75 ha
• Emplois : 3 familiaux + salarié à mi-temps
• Production : - élevage : 150 vaches
- polyculture
BÂTIMENT - INSTALLATIONS
• Existants : Environ 2 000 m² au sol
• Besoins : Nouveaux bâtiments d'élevage et de stockage
COMMENTAIRES : Prévoir possibilité de construction à proximité du siège

• **EXPLOITATION n° 2**

LOCALISATION : Hameau de VILLARS
AGE DE L'EXPLOITANT : 58 ans
PÉRENNITÉ ASSURÉE : OUI - successeur : 26 ans
EXPLOITATION :
• taille : 84 ha
• Emplois : N.C.
• Production : - élevage : 95 bovins, 16 ovins
- céréales, herbe
BÂTIMENT - INSTALLATIONS
• Existants : Environ 500 m² au sol
• Besoins : Environ 300 m² au sol pour stockage matériel
COMMENTAIRES : Rechercher espace constructible en arrière de la ferme, compatible avec périmètre du puits de captage.

• **EXPLOITATION n° 3**

LOCALISATION : VILLARS
AGE DE L'EXPLOITANT : 36 ans
PÉRENNITÉ ASSURÉE : OUI
EXPLOITATION :
• taille : 37 ha
• Emplois : 1 (exploitant)
• Production : - élevage : 25 vaches allaitantes
- céréales
BÂTIMENT - INSTALLATIONS
• Existants : Environ 500 m² au sol (250 m² élevage, 250 m² stockage)
• Besoins : Environ 500 m² au sol
COMMENTAIRES : Rechercher emprise compatible avec périmètre de protection du puits de captage

• **EXPLOITATION n° 4**

LOCALISATION : DOMECY sur CURE (bâtiments et installations répartis sur 2 sites)
AGE DE L'EXPLOITANT : Non communiqué
PÉRENNITÉ ASSURÉE : OUI
EXPLOITATION :
• taille : Non communiqué
• Emplois : Non communiqué
• Production : Non communiqué
BÂTIMENT - INSTALLATIONS
• Existants : Non communiqué
• Besoins : Non communiqué
COMMENTAIRES : Présence d'une ancienne grange pouvant être restaurée pour un usage non agricole (à côté du château de Domecy)
Ancien bâtiment à restaurer pour l'activité agricole (à côté église de Domecy)

• **EXPLOITATION n° 5**

LOCALISATION : Hameau d'USY (de part et d'autre de la RD 142)
AGE DE L'EXPLOITANT : 40 ans
PÉRENNITÉ ASSURÉE : OUI
EXPLOITATION :
• taille : 200 ha
• Emplois : Non communiqué
• Production : - élevage : 150 bovines, dont 70 vaches allaitantes
- polyculture
BÂTIMENT - INSTALLATIONS
• Existants : Environ 1 200 m² au sol
• Besoins : Environ 800 m² au sol (pour stockage)
COMMENTAIRES : Exploitation située en secteur très sensible, mais espace de la propriété réduit à proximité immédiate du siège.

• **EXPLOITATION n° 6**

LOCALISATION : Au coeur du hameau d'USY
AGE DE L'EXPLOITANT : 46 ans
PÉRENNITÉ ASSURÉE : OUI - successeur : 22 ans
EXPLOITATION :
• taille : 181 ha
• Emplois : Exploitant et salarié à mi-temps
• Production : - élevage : 80 vaches
BÂTIMENT - INSTALLATIONS
• Existants : Environ 1 350 m² au sol
• Besoins : Environ 250 m² au sol
COMMENTAIRES : Exploitation enserrée dans le tissu bâti avec peu de possibilités de développement sur site. Pas de terrains disponibles à proximité.

• **EXPLOITATION n° 7**

LOCALISATION : Hameau d'USY - 2 sites : l'un dans le tissu bâti, l'autre à l'ouest du hameau
AGE DE L'EXPLOITANT : Non communiqué
PÉRENNITÉ ASSURÉE : Non communiqué
EXPLOITATION :
• taille : Non communiqué
• Emplois : Non communiqué
• Production : Non communiqué
BÂTIMENT - INSTALLATIONS
• Existants : Non communiqué
• Besoins : Non communiqué
COMMENTAIRES : Bâtiments d'élevage d'environ 1 000 m² situés légèrement à l'écart du hameau avec possibilité d'extension sur site.

L'examen de chaque exploitation selon leur nature, leur importance et leur localisation a fait apparaître la nécessité de prévoir que les espaces agricoles ne soient pas concernés par les secteurs dits "constructibles" et qu'ainsi les secteurs "non constructibles" s'étendent sur l'ensemble des exploitations y compris celles qui sont incluses dans le périmètre urbanisé

En effet, la nature de l'activité dominante (élevage) implique que les bâtiments et installations soient situés à proximité du siège d'exploitation.

4.2 Les activités de production, de commerces et de services

4.2.1 Les activités industrielles et artisanales

Plusieurs activités sont implantées sur la commune dont la principale, située à Domecy, présente à la fois des contraintes d'environnement (établissement classé, stockage d'hydrocarbures) et des difficultés de développement du fait de son implantation dans le tissu bâti.

Cette entreprise, qui doit créer de nouvelles constructions et installations, se trouve, en outre, contrainte par les prescriptions liées au site qui ne permettent pas un transfert sur des secteurs sensibles.

C'est pourquoi cette activité pourrait transférer une partie de ses installations sur une zone d'activités à Avallon où les prescriptions sont moins sévères et les conditions d'exploitation plus favorables (desserte notamment).

Outre cette activité, on recense sur la commune : 4 entreprises du bâtiment

- ☐ CAPELLI et FILS - Maçonnerie (4 emplois) située à DOMECY SUR CURE
- ☐ CRISTOVAO - Peinture, plâtrerie à CURE SARL J LEMOINE BTP (5 emplois) située à USY
- ☐ SARL THOUARD - Maçonnerie Bâtiment (6 emplois) située à USY
- ☐ DANY ELECTRICITE à USY
- ☐ SAS PRECY Menuiserie Charpente (10 emplois) située à USY
- ☐ NECTOUX - Transport de fret à USY

4.2.2 Les commerces et services

Le seul commerce présent sur la commune est le café.

4.3 L'emploi et les relations domicile/travail

Malgré son relatif enclavement, la commune bénéficie de par la présence de ces entreprises d'un emploi pour quatre habitants (113 emplois pour 450 habitants - en 1999). Ce qui apparaît satisfaisant pour une petite commune rurale. En effet, avec 175 actifs ayant un emploi, le taux est plutôt favorable (60 %).

Toutefois, sur les 175 actifs, seulement 68 travaillent sur la commune (39 %), les autres actifs travaillent principalement à Avallon (58 %) et à Vézelay (15 %).

Sur les 45 emplois occupés par des non résidents, 29 % viennent d'Avallon et les autres principalement des communes environnantes, dont près de la moitié des communes du département voisin.

5 PRÉVISIONS de DEVELOPPEMENT

5.1 Prévisions démographiques

Comme on a pu le constater précédemment, la commune a enregistré un retournement démographique négatif qui a entraîné la perte de 50 habitants entre les deux derniers recensements (1990 et 1999).

L'objectif minimal serait de retrouver le niveau de population de 1990. Mais on peut considérer que l'attractivité du secteur, la proximité d'Avallon (principaux pôles d'emploi local) et la présence d'un noyau de petites entreprises peuvent être des atouts favorables pour renouer avec un développement démographique supérieur.

C'est pourquoi nous nous baserons sur trois hypothèses :

- ☐ H 1 $\approx 1,0$ % de croissance par an
- ☐ H 2 $\approx 2,0$ % de croissance par an
- ☐ H 3 $\approx 3,0$ % de croissance par an

En considérant :

- ☐ Que l'hypothèse minimale permet de résorber le déficit démographique,
- ☐ Et que l'hypothèse maximale se situe dans la continuité de la période de fort développement des années 1975/1982 (+ 3,18 %) avec notamment la création d'un lotissement

Si l'on considère ces hypothèses à l'échéance 2010, voire 2015, on obtiendrait les niveaux de population suivants :

- ☐ H 1 environ 500 habitants en 2010 et 530 en 2015
- ☐ H 2 environ 560 habitants en 2010 et 620 en 2015
- ☐ H 3 environ 620 habitants en 2010 et 720 en 2015

S'il apparaît peu vraisemblable que dans un délai assez bref la commune puisse accueillir plus de 170 habitants nouveaux en 2010, selon l'hypothèse H 3 (ce qui nécessiterait un nombre conséquent de logements et donc une opération d'aménagement peu envisageable aujourd'hui dans le contexte foncier et dans le cadre d'une Carte Communale), les deux autres hypothèses peuvent constituer une base de travail pour estimer les besoins.

Celles-ci conduiraient à un gain de population compris entre 50 et 100 habitants nouveaux.

Or le déficit antérieur étant de 50 habitants et ainsi l'objectif communal de retourner la tendance négative pourrait être atteint. Et dans une hypothèse plus favorable, cet objectif pourrait être dépassé pour amorcer un renouveau démographique réel et assurer le renouvellement de la population.

Si l'on admet que le nombre moyen d'habitants par logement reste stable et qu'une partie des logements vacants sont remis sur le marché (20 % à 30 % selon les hypothèses), les projections en nombre de logements nécessaires s'établissent comme suit :

Taux de croissance	20 10		20 15	
	Population	Logts. nouveaux	Population	Logts. nouveaux
1 % an	502	13	528	23
2 % an	506	32	610	54

Il paraît donc souhaitable de prévoir dans la présente Carte Communale des "secteurs constructibles" suffisants pour répondre à l'hypothèse de base et si possible pour tendre vers l'hypothèse supérieur. Ceci afin d'accentuer le renouveau démographique ou de le prolonger au delà de quelques années. C'est pourquoi l'objectif de 30 à 50 logements paraît pouvoir répondre au niveau d'une Carte Communale, à la volonté de la Commune de favoriser un retournement démographique durable.

5.2 Prévisions économiques

En matière de prévisions économiques, la situation de DOMECY sur CURE du fait de son relatif enclavement et de son environnement, se prête mal à l'implantation d'entreprises importantes.

D'ailleurs la principale entreprise (Ets. GUILLEMEAU Produits pétroliers) s'est trouvée fortement contrainte par ces facteurs et a du envisager une délocalisation sur Avallon.

L'essentiel du développement économique repose donc actuellement sur des petites entreprises locales (artisanat, BTP,...) et sur l'agriculture.

On peut cependant s'interroger, compte tenu de l'environnement naturel et patrimonial, sur le potentiel que peut représenter l'activité touristique, notamment en complément de la principale activité qu'est l'agriculture.

Au niveau de la carte communale ce constat devrait se traduire par trois orientations principales.

- ☐ Protection de l'activité agricole - activité spatialement la plus importante
- ☐ Valorisation du milieu naturel et du patrimoine - attractivité touristique
- ☐ Développement des activités locales - installations existante et autres nouvelles implantations souhaitables

Si les deux premières orientations peuvent s'insérer dans les dispositions générales de la carte communale, il convient d'envisager pour la dernière, l'identification d'un secteur à vocation économique compatible avec la qualité du site et les mesures de protection qui le concernent.

Actuellement 2 ha environ sont affectés au hameau d'USY, aux petites entreprises locales qui représentent 25 emplois.

Ce site n'étant que partiellement occupé (environ 50%) son inscription permettrait l'installation de nouvelles activités ou le développement de celles existantes et, son extension à terme de nouvelles unités.

Si l'on considère la zone existante dont environ 1 ha est encore disponible et une extension de 2 ha environ pour l'avenir, les 3 hectares ainsi affectés permettrait d'envisager 75 emplois supplémentaires (si l'on considère le nombre d'emplois à l'hectare actuel)

Ceci reviendrait à doubler le nombre d'emplois non agricole et à augmenter le nombre d'emplois sur place d'environ 60%.

Cette hypothèse si elle se réalisait se trouverait en corrélation avec l'hypothèse démographique haute (cf. chap 5-1) à l'horizon 2015.

SECONDE PARTIE

EXPOSE des CHOIX RETENUS et PRISE en COMPTE de l'ENVIRONNEMENT

I • Les CHOIX d'URBANISME RETENUS

1 • Les ORIENTATIONS de DEVELOPPEMENT

1.1 Développement démographique et espace à urbaniser

Comme il est exposé dans la première partie du document (cf. chap. IV - 5), l'objectif de la commune est de favoriser un retournement démographique qui permette dans un premier temps de retrouver le niveau de population de 1990 et dans une seconde phase de renouer avec une croissance durable.

C'est pourquoi l'hypothèse de travail retenue par la commune pour assurer ce retournement à long terme est celle la plus haute : soit un rythme d'augmentation de la population de 2 % par an en moyenne pour l'échéance 2015.

Cet objectif ambitieux, mais pas invraisemblable puisque la commune a connu dans le passé une croissance supérieure (+ 3,18 % an entre 1975 et 1982), conduirait le niveau de population à 560 habitants en 2010 et 610 en 2015.

Selon les hypothèses de travail développées dans la première partie, cette option nécessiterait la construction à terme (2015) d'environ 54 logements nouveaux.

Il s'agit donc pour la Carte Communale de définir une emprise des secteurs constructibles suffisante pour permettre la construction de ces nouveaux logements. Ce qui, compte tenu des caractéristiques du bâti (habitat disposé sur plusieurs sites, structure urbaine éclatée, ...) va nécessiter des espaces répartis sur plusieurs sites et probablement relativement importants.

Un ratio de 8 logements à l'hectare conduirait à un besoin légèrement inférieur à 7 hectares, mais en réalité la superficie brute sera supérieure pour prendre en compte la structure foncière actuelle.

1.2 Développement économique et espace à affecter aux entreprises

La commune dispose d'une petite zone d'activités située à USY et bien que, ne pouvant espérer devenir un pôle économique, se doit de permettre le développement des activités en place et l'accueil d'autres activités.

C'est pourquoi, comme il est exposé dans les conclusions de la première partie du document (cf. chap. III - 5), un site d'environ 2 ha est affecté aux seules activités économiques.

Compte tenu des contraintes de sites, le choix s'est orienté préférentiellement vers le prolongement de la zone existante à USY, plutôt que la création d'un nouvel espace.

Toutefois, du fait de la localisation de l'actuelle zone d'activité (à USY, secteur en liaison directe avec VEZELAY), cette extension devra être compatible avec la protection des sites.

2 • La TRADUCTION SPATIALE des CHOIX de DEVELOPPEMENT

L'objectif d'une Carte Communale étant de définir les secteurs où les constructions sont admises et les secteurs où elle ne sont pas autorisées (sauf exceptions prévues à l'article R.124-3 du Code de l'Urbanisme), la cartographie des secteurs est relativement simple.

On distinguera :

- ☐ Les secteurs dits "constructibles", repérés au plan par l'indice "SC"
- ☐ Les secteurs "non constructibles" repérés au plan par l'indice "SNC"
- ☐ Et, éventuellement, un secteur particulier "SCA" qui est également constructible, mais réservé à l'implantation d'activités (2^e alinéa de l'article R.124-3 précité)

Dans le cas de DOMECEY sur CURE, la répartition entre "secteurs constructibles" et "secteurs non constructibles" s'appuie sur la répartition entre les sites déjà urbanisés, au sens qu'ils forment des ensembles urbains constitués par un groupement de constructions (village et hameaux) et les sites non ou peu bâtis qui ne présentent pas de caractéristiques "urbaines" affirmée où dont la situation environnementale limite leur développement.

2.1 Les secteurs "non constructibles" - SNC

Dans le cadre de la Carte Communale, n'ont pas été considérés comme "ensembles urbains constitués" les constructions isolées et les écarts (tel que le hameau du Bois de Cure qui ne regroupe que trois maisons), les installations liées aux centrales électriques y compris les bâtiments d'habitation aujourd'hui désaffectés et le Château de Domecy avec ses dépendances. Bien entendu, les constructions à usage agricole ne font pas partie, par nature, des périmètres urbanisés, dès lors qu'elles ne sont pas incluses dans un ensemble urbain constitué.

Selon les dispositions de l'article L 124-2 du Code de l'Urbanisme, ces constructions exclues des secteurs dits constructibles, peuvent cependant faire l'objet "d'adaptation, de changement de destination, de réfection ou d'extension". De ce fait, la Carte Communale ne bloque pas toute évolution pour ces constructions isolées. De même, cet article admet la possibilité d'implantation des "équipements collectifs" et les "constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière".

Ainsi la limitation de construire si elle est forte pour la majorité de l'espace communal (plus de 97 %), n'est pas absolue et permet surtout d'orienter les nouvelles constructions, (principalement à usage d'habitat mais aussi d'activités) vers des secteurs plus adaptées au développement urbain et où notamment les incidences sur l'environnement, l'activité agricole, les infrastructures, ... sont plus limitées.

2.2 Les secteurs dits "constructibles" - SC

Comme nous venons de le voir, les secteurs constructibles sont limités à une petite partie du territoire de la commune. Mais, compte tenu de la structure urbaine éclatée en hameaux, caractéristique de cette région d'élevage et de sylviculture, ces secteurs se répartissent sur l'ensemble de la commune en six unités distinctes.

- ☐ Le village de Domecy, tourné vers la vallée du ru de Bazoches,
- ☐ Le hameau de Cure, situé à proximité mais qui s'oriente sur un éperon vers la vallée de la Cure,
- ☐ Le hameau d'Usy au nord du territoire orienté vers Vézelay et tourné aussi vers Avallon,
- ☐ Et au sud du territoire, les hameaux de Villars et de Culètre plus isolés dans les massifs boisés ou celui des Boulois tourné vers la vallée de la Cure et de son affluent la rivière Brinjame.

Mais tous ces secteurs agglomérés sont d'inégale situation ou importance : de quelques maisons aux Boulois à une structure urbaine plus importante comportant un lotissement à Usy ; relativement isolés pour les 3 derniers hameaux et plus proches des axes de communication pour le village de Domecy, ainsi que le hameau d'Usy.

C'est pourquoi l'un des objectifs que doit mettre en œuvre la Carte Communale est de favoriser le développement "urbain" sur les secteurs les mieux situés, les plus adaptés en terme d'équipements et d'infrastructures et aussi les moins dommageables pour l'environnement.

Plusieurs critères ont donc présidé à la définition d'une hiérarchie dans les orientations et priorités de développement des 6 sites potentiels et en particulier :

- ☐ Les notions de liaison et de centralité,
- ☐ Les infrastructures : voiries et réseaux divers,
- ☐ L'environnement agricole et forestier,
- ☐ L'environnement naturel et l'équilibre de celui-ci,
- ☐ La qualité des paysages, les perspectives et les points de vue,
- ☐ La localisation par rapport à la notion de site inscrit ou classé et la situation à l'intérieur de l'un de ces sites au regard de l'ensemble protégé du Vézelay et par rapport à la colline de Vézelay elle-même,
- ☐ Les risques naturels et technologiques pour la vallée de la Cure (barrages en amont),
- ☐ Les servitudes d'utilité publique qui apportent mesures de protection spécifiques et en particulier celles qui préservent les ressources en eaux (nombreux puits de captage sur le territoire).

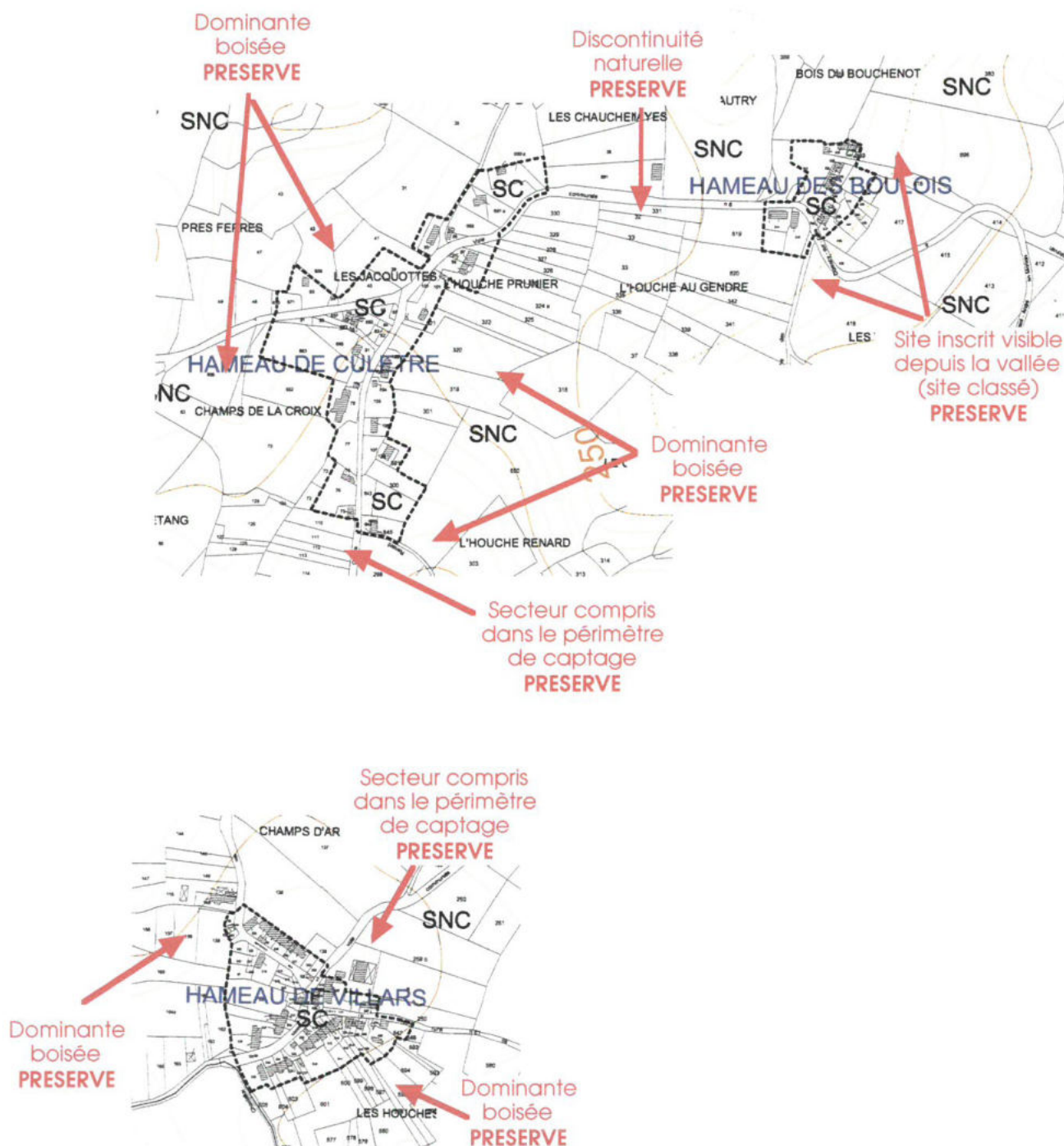
Ces différents critères ont conduit à définir des priorités et une hiérarchie des sites actuellement urbanisés selon les possibilités et les contraintes de développement (notamment ceux liés à leur environnement).

Sur cette base, quatre ensembles ont été définis :

❑ Les sites isolés à forte protection

Ce sont les hameaux de Villars, de Culètre et des Boulois. Leur caractère excentré, leur relatif isolement, leur insertion dans un paysage à dominante forestière, la présence d'un puits de captage (entre Villars et Culètre), la sensibilité au regard du site classé et de la vallée de la Cure (aval), sont autant de facteurs qui conduisent à limiter le développement de ces secteurs urbanisés.

Seules quelques rares parcelles comprises dans le tissu existant ou immédiatement adjacentes, mais offrant une situation compatible avec les impératifs d'environnement, peuvent être construites de part la définition des secteurs de la Carte Communale.



❑ Le hameau de Cure également préservé

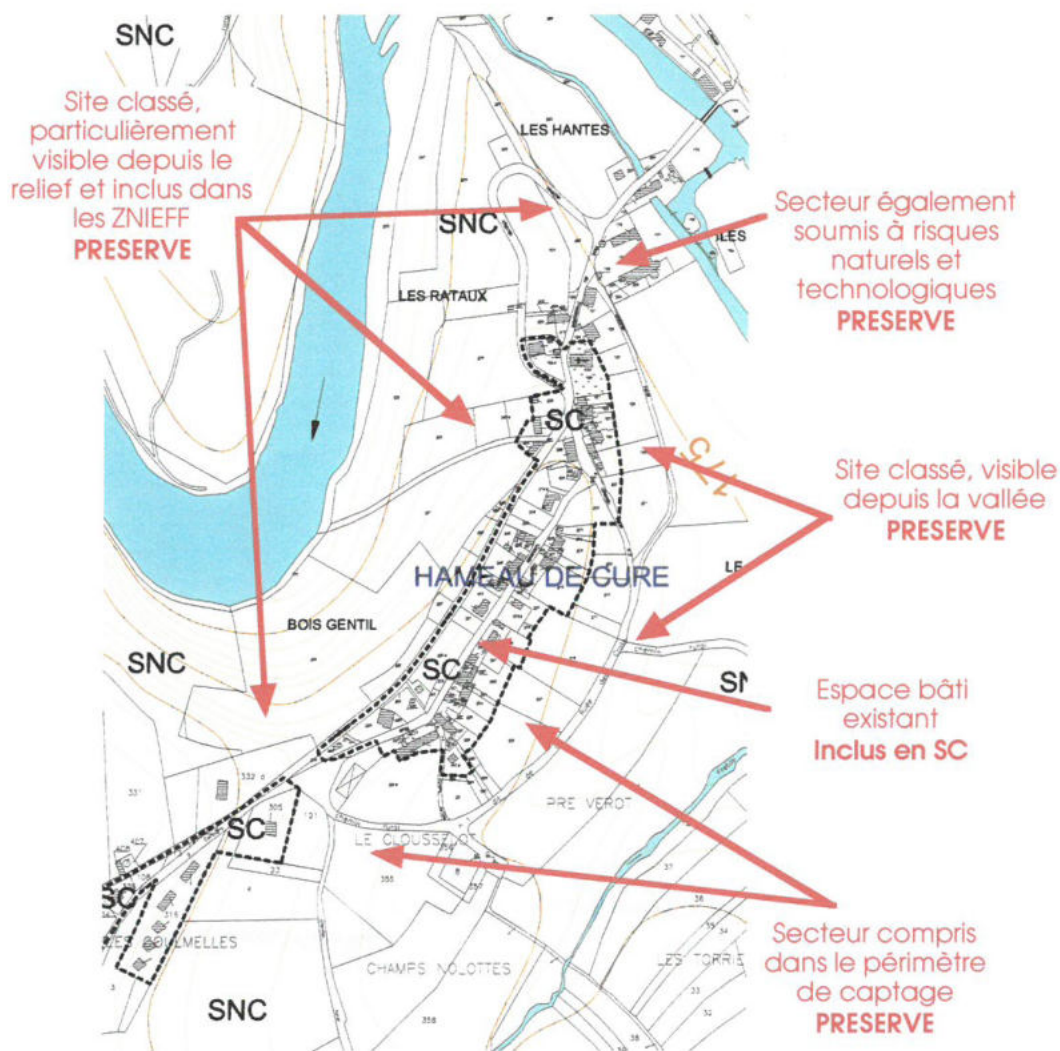
Bien que situé presque au centre du territoire, à proximité du village de Domecy et "encadré" par un périmètre de site classé relativement moins restrictif (au sud-est et au sud), pratiquement pas concerné directement par le grand site du Vézelay, le hameau de Cure, de par sa situation dans la topographie, ne peut connaître d'extension sans difficultés pour l'environnement paysager.

En effet, sa situation sur une ligne de crête qui domine le méandre de la Cure, rend ce paysage extrêmement fragile. Et quelques constructions, pas toujours bien intégrées, témoignent de cette extrême sensibilité d'un site bâti dominant la vallée et très visible de celle-ci ou du relief qui la domine.

En outre, la partie basse, le hameau qui se prolonge jusqu'à la vallée (ancienne Abbaye), se trouve confronté aux risques liés à la Cure (inondation, rupture de barrage).

Et la proximité d'un captage (source de la Cure) rend plus problématique le développement d'un secteur qui ne bénéficie pas d'un assainissement collectifs.

Enfin, traversé par une route départementale et structuré à partir de celle-ci et d'une voie parallèle qui emprunte la ligne de crête, le hameau pourrait s'étendre le long de la voie principale, mais se pose alors la question d'un développement linéaire et des conditions de desserte et de sécurité.



❑ Le village de Domecy et le hameau d'Usy

Ces deux entités distinctes présentent des caractéristiques communes et des différences notables.

Il s'agit d'ensembles urbains constitués et structurés à partir d'une trame viaire avec un tissu urbain plus ou moins regroupé et laissant des potentialités de développement que quatre facteurs principaux peuvent limiter :

- l'équilibre du paysage, les points de vue et les perspectives,
- les notions de site classé et inscrit et en particulier pour Usy, la covisibilité avec Vézelay,
- les aspects techniques et fonctionnels : desserte en voirie et réseaux, allongement des distances, éclatement urbain, ...
- les notions de maîtrise de développement et de gestion économe du territoire (articles L. 110 et L. 121-1 du Code de l'Urbanisme).

Dès lors que les potentialités apparaissant plus vastes, ces notions doivent aussi guider les orientations de la Carte Communale .

Et c'est sur ces deux derniers points que peuvent apparaître les différences de situation entre Domecy et Usy et par là même, les arbitrages à réaliser entre le développement préférentiel de l'un ou l'autre site. En d'autres termes, faut-il favoriser Domecy au motif que sa situation au regard du site classé apparaît moins contraignante ?

Ou, au contraire, privilégier Usy qui, bien qu'en relation visuelle avec la colline de Vézelay, présente un intérêt pour le développement futur : capacité du réseau d'eau, présence d'un réseau d'assainissement, existence d'une zone d'activités, plus grande proximité d'Avallon, ... ?

En fait, les deux sites présentent des atouts et des contraintes :

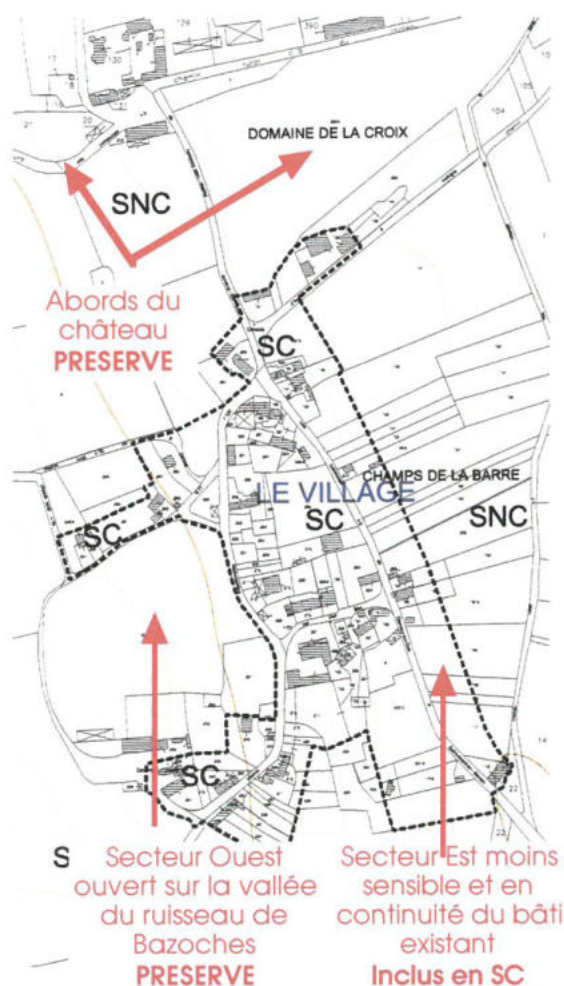
- **DOMECY** apparaît moins en relation avec le site du Vézélien et le périmètre du site classé n'enserme pas totalement le village, laissant une plus large possibilité d'extension autour de celui-ci.

Mais a contrario, il s'inscrit aussi dans la globalité du site et, indépendamment de la servitude de classement et ses limites, il est orienté vers la vallée du ru de Bazoches, participant ainsi à une entité paysagère forte.

En outre, la structure urbaine apparaît légèrement discontinue, bien que structurée par un maillage viaire et se prête plus à un complément du tissu bâti existant qu'à un développement au delà du périmètre actuellement urbanisé.

Enfin, l'absence d'un réseau d'assainissement ne milite pas pour une densification, ni une extension du tissu urbain.

C'est pourquoi le périmètre constructible défini par la Carte Communale a pour objectif de renforcer et de compléter le tissu existant avant d'envisager des extensions hors du site originel du village (ce qui pourrait être considéré ultérieurement une fois la structure du village étoffée).



- pour **USY**, la question est plus complexe. La structure urbaine existe également, mais elle est très éclatée, plus marquée par le relief et plus diversifiée (habitat traditionnel, lotissement des années soixante-dix, pavillons individuels récents, bâtiments d'activités).

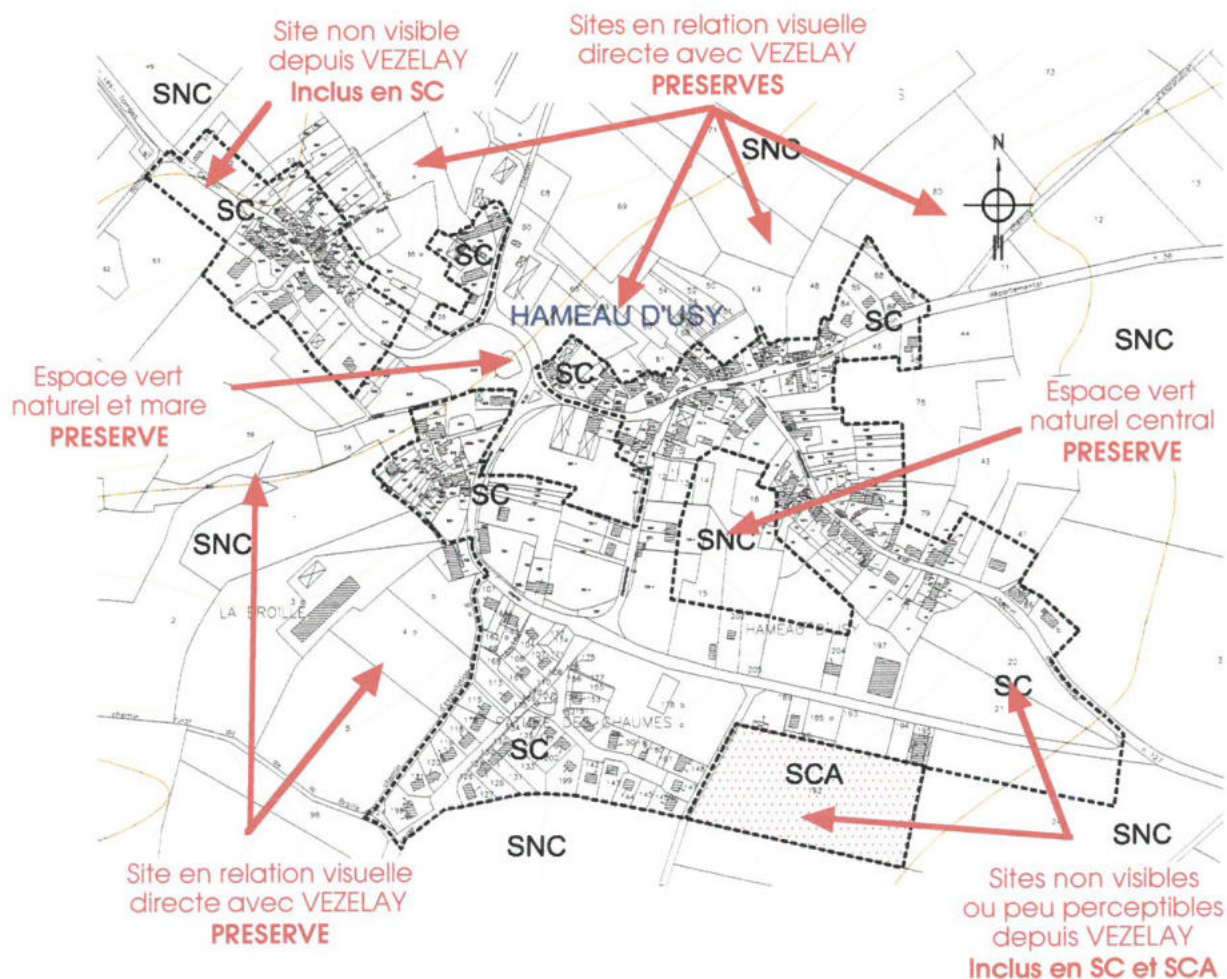
Cette situation offre plusieurs alternatives quant au développement possible, mais celles-ci sont par ailleurs contraintes par la covisibilité avec la colline de Vézelay.

Mais ce facteur important qui justifie un périmètre de site classé assez resserré autour du bâti existant ne doit pas pour autant être un critère absolu, dès lors que :

- les caractéristiques du relief et de la couverture végétale apportent une autre dimension aux relations visuelles entre le hameau et Vézelay qui sont à apprécier ensemble bâti par ensemble bâti et même parfois au niveau d'une seule unité bâtie (par ex. : constructions récentes en entrée de hameau).
Cet aspect a d'ailleurs fait l'objet d'une analyse rigoureuse (cf. première partie du document) tant à partir du hameau qu'à partir de la terrasse de la basilique.
- le hameau dispose de plusieurs atouts qui, au regard des autres critères d'aménagement et d'urbanisme, militent pour le développement de ce hameau principal :
 - présence d'un réseau d'assainissement (seul site desservi par un tel équipement)
 - position favorable par rapport à Avallon, principal pôle d'emplois
 - existence de "quartiers" spécifiques ; différentes unités de bâti ancien ; lotissement exclusivement résidentiel ; petite zone d'activités.

C'est pourquoi, malgré l'extrême sensibilité du site, le périmètre constructible prévoit des extensions relativement importantes dans le prolongement du tissu existant, et parfois au delà du site inscrit sur le site classé, lorsque celles-ci apparaissent compatibles avec cette servitude de protection.

Inversement, certains sites, y compris au sein du tissu et donc du site inscrit, plus sensibles et très identifiables dans le paysage ou participant à l'équilibre de celui-ci, sont exclus de ce périmètre pour maintenir l'équilibre de l'ensemble.



II • RESPECT des PRINCIPES du CODE de l'URBANISME et PRISE en COMPTE de l'ENVIRONNEMENT

1 • Les CHOIX RETENUS en FONCTION des OBJECTIFS et PRINCIPES des articles L.110 et L. 121-1

Les articles L.110 et L.121-1 du Code de l'Urbanisme posent les principes qui doivent présider à tout document d'urbanisme quels que soient sa nature, son importance ainsi que le territoire concerné.

Ainsi, la Carte communale, en tant que document d'urbanisme à part entière, reconnu depuis la réforme de décembre 2000 (loi SRU), bien que de portée et de moyens limités quant à sa possibilité de définir l'utilisation du sol, doit s'inscrire dans ces principes.

Ces deux articles qui fondent les possibilités et limites de l'urbanisme réglementaire sont rappelés ci-dessous :

Article L.110

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales (Mots ajoutés, L. n° 96-1236, 30 déc. 1996, art. 17-I, 1°) (1) et de rationaliser la demande de déplacements >, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.

Article L.121-1

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les **cartes communales** déterminent les conditions permettant d'assurer :

- 1° L'**équilibre** entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du **développement durable**;
- 2° La **diversité** des fonctions urbaines et la **mixité** sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux;
- 3° Une **utilisation économe et équilibrée des espaces** naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

(...)

Dans ces deux articles, il ressort quelques points fondamentaux et une déclinaison de développements subsidiaires à considérer en fonction des caractéristiques et de la situation du territoire concerné.

Pour ce qui est des points essentiels, on retiendra :

- ☐ La notion d'équilibre et de développement durable,
- ☐ La notion de diversité et de mixité,
- ☐ Et les notions d'utilisation économe et équilibrée des espaces qui recouvrent un vaste champs de protection et de préservation de ceux-ci.

En ce qui concerne la Carte Communale de DOMECY-sur-CURE, ces notions sont traduites de façon suivantes :

- ☐ L'équilibre et le développement durable sont assurés par une protection large des milieux naturels qu'ils soient agricoles ou non, coordonnés avec un développement urbain maîtrisé et répartis sur les principaux sites urbains constitués.
- ☐ Ce qui permet également d'offrir une certaine diversité des fonctions urbaines, à la mesure d'une petite commune comme DOMECY-sur-CURE : notamment par l'inscription d'une petite zone d'activités.
- ☐ Et ainsi de parvenir à une utilisation économe et équilibrée du territoire, puisque l'essentiel de celui-ci est préservé en tenant compte de la qualité du site (et non exclusivement par rapport à VEZELAY), de sa valeur patrimoniale et écologique, comme des risques naturels et technologiques liés à la Cure et aux barrages situés en amont.

Comme il est développé dans le chapitre précédent, la protection des sites et de l'environnement naturel est au cœur des dispositions prises par la Carte Communale qui limite volontairement les sites de "développement urbain" (secteurs dits "constructibles - SC) en fonction prioritairement de ces critères.

2. La COMPATIBILITE avec les DOCUMENTS d'AMENAGEMENT SUPRA-COMMUNAUX

S'il n'existe pas de document d'Aménagement et d'Urbanisme supra communal qui concerne le territoire de la commune, celui-ci est cependant compris dans le périmètre du Parc Naturel Régional du Morvan (cf. 1^{ère} partie - chap. 1-5).

La charte du Parc prévoit essentiellement des mesures de valorisation et de préservation des milieux ruraux et naturels et n'a pas d'incidence directe en matière d'urbanisme "réglementaire".

Toutefois, la protection des milieux naturels et notamment boisés, la protection et la valorisation de l'économie agricole, ainsi que sa diversification, sont des thèmes suffisamment importants pour être considérés au niveau d'une Carte Communale.

En limitant et en encadrant, comme il a été exposé précédemment, le développement "urbain" et protégeant en conséquence la majeure partie du territoire, la Carte Communale s'inscrit dans les orientations et principes de la Charte du Parc. En effet, ses dispositions ont pour conséquence directe de préserver l'économie agricole qui, par nature, échappe aux mesures restrictives que peut imposer une Carte Communale.

Par ailleurs, la définition de "zones constructibles", dont une est affectée aux activités, réparties sur les principaux sites "urbanisés", contribue au renouveau de la démographie locale et ainsi à la diversification des fonctions rurales.

En ce sens, la Carte Communale est compatible avec l'esprit et le texte de la Charte et s'inscrit dans une logique de développement maîtrisé compatible avec l'économie rurale et la préservation du patrimoine naturel.

Elle répond, dans les limites que lui définit le Code de l'Urbanisme, aux articles suivants de la Charte :

Art. 7 et 8 - Préservation et mise en valeur des paysages et des sites, comme du patrimoine bâti.

Art. 10 - Conservation des milieux naturels sensibles.

Art. 28 - Maintien d'un niveau de service suffisant à la population.

Art. 29 - Développement de l'habitat.

Enfin, l'élaboration même d'une Carte Communale répond à deux autres objectifs fixés par la Charte (articles 31 et 32) qui concernent l'élaboration de documents d'urbanisme s'inscrivant dans ses objectifs, lesquels doivent prendre en compte l'environnement et les paysages dans les actions d'aménagement.

3. EVALUATION des INCIDENCES sur l'ENVIRONNEMENT et PRISE en COMPTE de sa PRESERVATION et MISE en VALEUR

Même si par nature - limites juridiques du Code de l'Urbanisme - une Carte Communale ne dispose que de peu "d'outils" réels pour limiter les effets sur l'environnement, sa conception même dans ses grands équilibres peut conduire à amplifier ou au contraire à réduire les dits effets.

Cinq grands thèmes peuvent être examinés sous l'angle des risques ou facteurs négatifs et des effets et mesures consécutifs de la Carte Communale.

3.1 Le développement des activités humaines

On considérera ici tous les types d'activités humaines pouvant se développer sur un tel territoire et donc prioritairement les fonctions résidentielles, de loisirs ou celles liées à l'économie locale (agricole ou non).

La fonction résidentielle (résidence principale ou secondaire) constitue pour ce type de territoire fragile l'un des principaux risques dommageables pour l'environnement. L'essaimage des constructions en milieu naturel ou le développement urbain non maîtrisé sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à l'équilibre naturel des lieux.

Inversement, une protection excessive ("village musée") pourrait conduire à une forme de désertification du monde rural, entraînant une rupture d'un équilibre séculaire (par exemple absence d'entretien du bocage et mutation de celui-ci).

En prévoyant des espaces dits "constructibles" sur la base d'hypothèses de développement raisonnées, la Carte Communale évite ces deux écueils. Elle permet un renouveau de l'espace rural (conformément à l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme et à l'esprit de la Charte du Parc Naturel) sans pour autant porter une atteinte grave à l'environnement, notamment :

- par la prise en compte des autres critères environnementaux (cf. ci-après)
- par le choix des sites urbanisés et de développement.

Ce dernier point constitue la principale mesure (car la seule effective en matière de Carte Communale) qui puisse être évoquée.

Il s'agit de cerner et de contenir le développement urbain sur les secteurs présentant une structure constituée et un potentiel pour l'avenir (village, principaux hameaux) plutôt qu'amplifier artificiellement une dispersion de l'habitat, pourtant caractéristique d'un pays de bocage.

Car la fonction résidentielle répond aujourd'hui à d'autres objectifs que dans le passé et tend à transformer plus l'environnement qu'à en valoriser les caractéristiques ancestrales.

En évitant cette mutation dommageable, la Carte Communale resitue l'homme dans l'espace rural en fonction des modes de vie actuels. C'est pourquoi, notamment les principaux sites de développement urbain sont également liés aux critères d'accessibilité (Usy tourné vers Avallon) et d'équipements publics (Usy et Domecy).

3.2 Les risques naturels et technologiques

Les risques naturels et technologiques sont liés à la vallée de la Cure qui est d'une part, inondable et d'autre part, soumise aux risques de submersion liés à la rupture de barrages situés en amont.

Ces risques identifiés ont conduit à exclure des zones dites "constructibles" les secteurs bâtis compris dans les zones à risques (immeuble EDF, partie basse du hameau de la Cure).

Ainsi, si la Carte Communale n'a pas d'effet direct sur les risques (elle n'en a pas les moyens), limite les conséquences de ceux-ci en ne permettant pas l'installation de nouvelles constructions dans ces secteurs, autres que celles prévues par le Code de l'Urbanisme (constructions agricoles, nécessaires aux équipements publics, ... et extension des constructions existantes).

3.3 Les ressources en eau

La préservation des ressources en eau a été un des critères déterminant dans la répartition entre zone naturelle et zone constructible.

En effet, la présence de nombreux captages, souvent situés à proximité des sites bâtis (réseau d'alimentation en eau potable ancien et multisite) constitue un facteur de risque de pollution accidentelle.

C'est pourquoi, la totalité des zones dites constructibles est exclue de ces périmètres. Ce qui a conduit notamment à fortement réduire l'emprise de ces zones pour les hameaux de Cure (source de la Cure), de Culètre et de Villars (source de Culètre et captage du Bois St-Hilaire).

Par ailleurs, la définition des deux principaux sites affectés aux constructions (village de Domecy et hameau d'Usy) est conditionnée par les études du Schéma d'Assainissement et l'existence d'un réseau d'assainissement à Usy.

Cette option répond également à l'objectif de protection de la ressource en eau dans un secteur où l'aptitude des sols à l'assainissement individuel est jugée comme peu ou pas favorable.

En ce sens, la Carte Communale contribue également à la préservation de cette ressource.

3.4 Les sites d'intérêt écologique

Comme il a été exposé dans l'analyse préalable, le territoire de la commune présente une grande valeur écologique en raison des caractéristiques du milieu : vallée encaissée et peu accessible, masses boisées, réseaux de haies et d'arbres isolés.

Les milieux les plus sensibles sont identifiés par deux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF de types 1 et 2) et un site Natura 2000 (cf. plan annexe 4.2)

La couverture végétale a été inventoriée par photo-interprétation et repérage sur site et a fait l'objet d'une cartographie au 1/50000^e (cf. document réduit dans le présent rapport - pour information).

Si le site Natura 2000 n'est pas concerné par la définition des zones dites constructibles, la ZNIEFF de type 1 et davantage, la ZNIEFF de type 2 (parce que très étendue) comprennent des sites "constructibles".

Pour la zone Natura 2000, les critères de patrimoine et de paysage, de topographie et de risques (cf. ces thèmes) coïncident avec la protection de la faune et de la flore. Ainsi, le périmètre constructible du hameau de la Cure a été établi en tenant compte notamment des limites de la zone identifiée au titre de cette protection.

Pour la ZNIEFF de type 1, présentant la plus grande valeur écologique, bien que le hameau de la Cure soit compris dans son emprise, son périmètre constructible a été limité au parcellaire actuellement bâti ou compris entre deux unités bâties. Ce qui réduit l'interaction entre activités humaines et préservation de la faune et la flore.

Par contre, pour la ZNIEFF de type 2, le périmètre constructible défini entre le hameau de la Cure et le village de Domecy et celui concernant ce village, s'étend sur cette zone de protection écologique. Il est en effet illusoire d'exclure ces zones bâties, qui figurent parmi les principaux sites d'implantation humaine des périmètres constructibles de la Carte Communale, au seul motif de la richesse écologique d'un vaste ensemble, pour une portion réduite du territoire.

Même si ces périmètres sont volontairement limités, le développement urbain devra composer avec la valeur écologique du milieu, sans pour autant que la Carte Communale puisse en définir les limites (elle n'en a pas les moyens). Il s'agira alors d'apprécier, en fonction de l'importance et de la nature de l'occupation du sol envisagée, la compatibilité entre celle-ci et le milieu naturel, au cas par cas.

C'est pourquoi, en complément des dispositions propres à la Carte Communale, a été dressée une cartographie de la couverture végétale (y compris haies et arbres isolés) qui constitue, outre un élément du patrimoine paysager morvandiau, un habitat pour de nombreuses espèces animales (cf. document ci-après).

Au delà de sa valeur d'information, ce document peut servir de base à la mise en œuvre des dispositions de l'article L.442-2 du Code de l'Urbanisme qui permet, en l'absence d'un Plan Local d'Urbanisme, à une commune de protéger les éléments de paysage identifiés, par délibération et enquête publique.

Cette mesure a été proposée à la commune de DOMECY-sur-CURE pour renforcer sa Carte Communale dont les moyens en matière de protection des paysages prévus par les articles L.124-1 à 4 et R.124-1 à 4 restent limités.

3.5 Le patrimoine naturel et urbain, sites et monuments historiques

La situation de DOMECY-sur-CURE au regard du site du vézelien, la présence de monuments historiques et d'un patrimoine naturel et bâti de grande qualité ont conduit à une analyse fine de ces facteurs pour l'élaboration de la présente Carte Communale (cf. 1^{ère} partie).

Outre la prise en compte des thèmes développés précédemment, la notion de patrimoine a été placée au cœur de la réflexion qui a présidé à l'élaboration de ce document d'urbanisme.

Compte tenu des faibles moyens de "l'outil" Carte Communale (simple définition de secteurs constructibles et de secteurs non constructibles), la délimitation des secteurs dits "constructibles" a fait l'objet d'arbitrages où les notions de sites et de patrimoine ont été déterminants.

Considérant que toute implantation dans ce milieu riche pouvait présenter un impact fort dans un équilibre toujours fragile (les observations faites à partir de Vezelay sur le hameau d'Usy en sont un exemple), la définition des périmètres constructibles a fait l'objet d'une approche visuelle systématique.

Ainsi, notamment :

- Le site d'extension Est a été privilégié à DOMECY au détriment du secteur Ouest ouvert sur la vallée du ruisseau de Bazoches et ainsi très exposé à la vue.
- Le hameau de CURE a été circonscrit à son périmètre actuel, compte tenu de sa situation sur cet éperon dominant le méandre de la Cure qui s'offre à la vue depuis les falaises.
- Le hameau d'USY a été particulièrement protégé sur les secteurs en relation visuelle directe avec Vezelay, alors que les sites moins exposés ont pu être inclus dans la zone constructible permettant ainsi le développement nécessaire à l'équilibre démographique, social et économique.

Ainsi, par la prise en compte de ce facteur essentiel (comme de ceux qui précèdent), la Carte Communale peut "composer" avec la définition du site classé et du site inscrit, sans pour autant porter atteinte à la richesse patrimoniale du Vezélien.

Elle constitue en ce sens un bon compromis entre le développement local et la nécessaire protection du patrimoine.

REPERAGE des ELEMENTS IDENTIFIES du PAYSAGE



LEGENDE

- Haie
- Arbres
- Espaces forest classés à conserver ou à créer
(article L130.1) du code de l'environnement.

Document réalisé avec le concours de la DDE de l'Yonne - SAUER - Bureau de dessin

0 500 1000 m.